



**Publication des travaux des trois évènements organisés à Genève
à l'occasion de la célébration du 50e anniversaire de la création officielle de
l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD)**

**« Quand l'art interpelle les défis et les valeurs de développement
de l'Afrique »**

« La place du Sud dans les négociations internationales à Genève »

« Commerce international, sécurité et souveraineté alimentaires »

« Le développement, c'est TOUT l'Homme et TOUS les Hommes » François Perroux

Edité par Fernand VINCENT

Fondateur et Président de la Fondation de l'IPD

Mars 2015

SOMMAIRE

I.	ère partie : Introduction	3
1.	Présentation des activités du 50e anniversaire de l'IPD à Genève par le Président de sa Fondation.....	4
2.	Présentation globale de l'IPD par son Secrétaire Général, Emmanuel KAMDEM	5
II.	ème partie : Une exposition de 52 tableaux de jeunes peintres africains	8
1.	Introduction de la cérémonie de vernissage de l'exposition par Fernand VINCENT, Président de la Fondation IPD.....	9
2.	Présentation d'AfricAura, The African Way, par son promoteur Joseph DANJIE, Cameroun	11
3.	Les défis que l'Afrique doit relever :.....	12
4.	Les valeurs à promouvoir et sur lesquelles l'Afrique peut construire un autre modèle de développement.....	14
5.	Bâtir un autre développement !	16
III.	ème partie : Un séminaire international d'experts en commerce international	18
1.	L'enjeu.....	19
2.	Les principaux participants au séminaire international	19
3.	L'exposé du Professeur Jacques Berthelot sur les défis que les pays et OP du Sud doivent relever	20
4.	Les attentes et questions des OP du Sud (Résumé)	21
5.	Les engagements et les activités des ONG suisses	23
6.	Résumé des discussions et propositions	26
7.	Contact avec le Centre du Commerce International (CCI).....	28
IV.	ème partie : Célébration du 50e anniversaire de l'IPD et Table Ronde organisée avec l'Université de Genève	29
1.	Célébration du 50e anniversaire de l'IPD	31
2.	TABLE RONDE.....	36
V.	ème partie : Conclusions et plan d'action pour le futur	49
1.	CONCLUSIONS GENERALES	50
2.	PLAN D'ACTION POUR LE FUTUR	52
VI.	ème partie : Annexes	60
1.	Le Courrier de Genève du 7 mars 2015 «L'Afrique n'a pas besoin de capital étranger» par Benito Perez.....	61
2.	Le Courrier de Genève du 21 février 2015 L'ONU, champ de batailles paysannes par Christophe KOESSLER	64
3.	Article de l'AGEFI du 24 février 2015 Débat sur le commerce mondial des matières premières agricoles.....	66
4.	Liste des Participants	68
5.	Publications	73

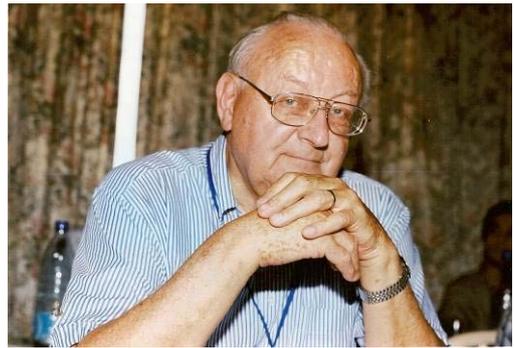
I. ère partie : Introduction

1. Présentation des activités du 50e anniversaire de l'IPD par le Président de sa Fondation
2. Présentation générale de l'IPD par son Secrétaire Général, Emmanuel KAMDEM

1. Présentation des activités du 50e anniversaire de l'IPD à Genève par le Président de sa Fondation

L'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) fête cette année ses 50 ans.

Fondé, à Genève, en 1965 par un groupe d'Africains et d'Européens, il se devait de célébrer dignement cet anniversaire.



La Fondation IPD (FIPD), récemment créée, a voulu présenter au public suisse et international sa conviction que l'Afrique doit trouver sa propre voie de développement et pour cela se référer à son identité et aux valeurs auxquelles elle se rapporte.

Pour ce faire, la FIPD présente une exposition de 52 tableaux de jeunes artistes africains qui, sous la direction d'un artiste camerounais, Joseph DANJIE, expriment les défis auxquels l'Afrique doit faire face en 2015 et les valeurs sur lesquelles elle peut construire sa Voie d'un développement africain qui répondent aux besoins et aux aspirations de « TOUT l'Homme et de tous les HOMMES » (François Perroux).

Professeurs et étudiants de l'IPD s'inspireront de ces tableaux pour traduire en termes concrets, sur le terrain dans les villages et les villes d'Afrique, les stratégies et les projets d'un développement durable, juste et respectueux de tous ces peuples.

Deux autres activités ont été organisées par la FIPD pour célébrer les 50 ans de l'IPD : un séminaire d'experts sur le thème « La place du Sud dans les négociations internationales » et, en co-organisation avec l'Université de Genève, une Table Ronde sur le thème « Commerce International des matières premières agricole, sécurité et souveraineté alimentaires ».

Ces deux activités ont été choisies parce que l'IPD veut affirmer fortement la priorité dans le développement de l'Afrique à la sécurité alimentaire et au commerce local et Sud/Sud et international.

Cependant, la mondialisation exige que l'Afrique prenne sa place dans le monde. Elle doit bien sûr, avec ses richesses, participer aux échanges économiques, culturels et sociaux entre peuples du monde entier. Mais ces échanges doivent s'effectuer dans le respect de ses valeurs et de son identité. Aussi, est-elle prête à échanger avec ses gouvernants d'abord et avec tous ceux qui veulent échanger avec elle (les entreprises multinationales par exemple), en termes d'égalité et de respect, où chacun est gagnant.

Ces activités sont le reflet d'un travail collectif pour contribuer à bâtir l'Afrique de demain.

Puissent les pages qui suivent vous interroger et vous donner envie de travailler ensemble pour l'Afrique de demain.

2. Présentation globale de l'IPD par son Secrétaire Général, Emmanuel KAMDEM

L'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) est une Association Internationale de droit suisse créée en 1964.

Elle est dirigée par un Secrétariat Général doté de deux bureaux, l'un à Genève chargé de liaison avec les partenaires du Nord ainsi que les agences du système des Nations Unies et l'autre basé à Yaoundé au Cameroun pour la supervision de cinq Instituts Régionaux chargés de :



- **La Formation des cadres**
- **L'Appui-conseil**
- **La Gestion des projets**
- **La Recherche-Action**

Les institutions IPD bénéficient des statuts diplomatiques que leur confèrent les accords signés avec les pays hôtes.

Les cinq Instituts Régionaux que supervise le Secrétariat général sont :

- Institut Panafricain pour le Développement Afrique Centrale francophone ([IPD-AC](#)), établi à Douala au Cameroun ;
- Institut Panafricain pour le Développement Afrique de l'Ouest anglophone ([PAID-WA](#)), établi à Buéa au Cameroun ;
- Institut Panafricain pour le Développement Afrique de l'Ouest et le Sahel francophone ([IPD-AOS](#)), établi à Ouagadougou au Burkina Faso ;
- Institut Panafricain pour le Développement Afrique de l'Est et Australe anglophone ([PAID-ESA](#)), établi à Kabwe en Zambie;
- Institut Panafricain pour le Développement Afrique du Nord ([IPD-AN](#)), établi à Salé au Maroc.



IPD- Afrique de l'Ouest (anglophone)



IPD Afrique Centrale



PAID Eastern and Southern Africa



IPD-Afrique du Nord



IPD Afrique de l'Ouest /Sahel

L'IPD c'est :

- Une expérience en formation de cadres de 50 ans en Afrique
- 5 campus régionaux et un partenariat avec 45 pays africains
- 20.000 étudiants engagés dans des projets-terrain
- Un réseau de relations scientifiques avec des Universités et Partenaires du monde entier
- Un Alumni des anciens étudiants (15.000) et des anciens professeurs
- Une participation financière importante de l'Afrique

Mais surtout :

- **Formation** : Masters II professionnels dans les IPDR (500 étudiants actuellement en formation) et en cours d'emploi
- Doctorats spécialisés et professionnels, dès 2015/16
- **Recherche-action** sur le terrain en zones-laboratoires
- **Appuis aux structures** (études et consultations sous forme contractuelles)

II. ème partie : Une exposition de 52 tableaux de jeunes peintres africains

« Quand l'art interpelle les défis et les valeurs du développement de l'Afrique »

1. Introduction de la cérémonie de vernissage de l'exposition AfricAura, par Fernand VINCENT, Président de la Fondation IPD
2. Présentation d'AfricAura, The African Way, par son promoteur, Joseph DANJIE
3. Les défis que l'Afrique doit relever
4. Les valeurs à promouvoir et sur lesquelles l'Afrique peut construire un autre modèle de développement
5. Bâtir un autre développement !

1. Introduction de la cérémonie de vernissage de l'exposition par Fernand VINCENT, Président de la Fondation IPD

SE Monsieur l'Ambassadeur de l'Union Africaine à Genève

Monsieur le Représentant de la Ville de Genève

Monsieur le Secrétaire Général de l'IPD

Monsieur le Directeur de l'Espace Fusterie,

Nous fêtons ce soir le 50e anniversaire de la création, à Genève, de l'Institut Panafricain pour le Développement. C'est en effet dans notre ville que l'IPD est né, grâce à l'engagement d'une petite équipe d'Africains et d'Européens ; il y a de cela 50 ans !

L'IPD, comme vous le dira plus tard, le Professeur Emmanuel KAMDEM, son Secrétaire Général (qui est un vieux « Genevois du BIT »), a toujours été à l'avant-garde de l'innovation et en particulier dans la formation des cadres de développement.

En 1965, Feu Pierre Bungener créait, à Drize, l'Institut africain de Genève, devenu plus tard l'IUED, actuellement IHEID. Avec lui, le premier Comité de l'IPD lançait l'idée de création d'un Institut de Développement, en Afrique, pour former des cadres moyens de développement. L'IPD était né de l'engagement de cette petite équipe à laquelle j'ai eu l'honneur d'appartenir.

Pourquoi et comment cette exposition AFRICAURA vous est-elle proposée aujourd'hui ?

Cela évoque deux rencontres :

Premièrement, la rencontre de deux hommes : Joseph DANJIE et moi-même. Joseph est un homme connu au Cameroun, cameraman d'une TV camerounaise et surtout producteur et animateur d'une émission culturelle très appréciée des auditeurs camerounais, Joseph est incontournable dans le paysage de la culture africaine.

C'est à Yaoundé, après une interview d'une TV camerounaise, il y a deux ans, que Mr. Joseph DANJIE me présentait son projet. Les 52 tableaux de jeunes artistes de l'Université de Yaoundé ont déjà été exposés au Cameroun, aux USA et l'an dernier à l'ONU, à Genève, dans le cadre de la Session des Droits de l'Homme. Ils devaient être exposés à Genève, pour la population de notre canton.

La deuxième rencontre que cette exposition AFRICAURA propose est celle de la CULTURE et du DEVELOPPEMENT.

Le développement est beaucoup plus que la croissance, cette croissance que les experts internationaux nous annonce à des taux mirobolants pour l'Afrique des prochaines années. Comme l'écrivait mon professeur de la Sorbonne, François Perroux, le développement c'est « tout l'homme et tous les hommes ».

Le développement de l'Afrique de demain et que les étudiants de l'IPD seront responsables de promouvoir, c'est celui qui saura mieux répartir les richesses et les revenus du sol et du sous-sol, qui respectera les droits et la dignité des femmes, des hommes et des enfants, qui permettra de mieux vivre en paix.

J'ai très vite compris, quand Joseph m'a proposé ces tableaux qu'ils pouvaient être un OUTIL de questionnement qui allait permettre à chacun des professeurs, étudiants et dirigeants de l'IPD de s'interroger sur lui-même, sur son projet, et sur celui de son pays et de l'Afrique à partir des défis dont l'Afrique a à faire face et aux valeurs sur lesquelles ils peuvent bâtir son développement.

Et, nous qui vivons en Suisse, à Genève, ne devrions-nous pas nous interroger sur les modes de développement qui sont les nôtres et nous engager pour le changement.

L'exposition AFRICAURA, que M. Joseph DANJIE va nous présenter, est un outil pour notre réflexion. Laissons-nous interroger par ces peintures et les commentaires de son guide.

Mais permettez-moi, avant de terminer cette introduction, de dire un grand merci à plusieurs d'entre vous :

Merci donc à l'Espace Fusterie, à Monsieur Blaise Menu, qui nous accueille,

Merci à nos sponsors : la Ville de Genève (Mr. Perroulaz, directeur du Département de la Solidarité), la Loterie Romande, les SIG Mécénat et les missions permanentes de l'Uganda et du Ghana.

Et enfin un tout grand merci à ceux qui n'ont pas compté leur temps pour qu'AFRICAURA à Genève soit une réussite : à mes collaborateurs directs : Stéphane et Philippe, à ma fille Véronique et aussi à tous ceux que je ne peux citer ici mais qui ont contribué à son succès.

Et merci à vous tous. Vous nous faites l'honneur de votre présence et nous en sommes touchés.



2. Présentation d'AfricAura, The African Way, par son promoteur Joseph DANJIE, Cameroun

Je souhaite présenter mon travail en cours : un projet audio-visuel intitulé « AfricAura, The AfricanWay ». Nous comptons produire une série télévisée panafricaine de haute qualité dont la démarche sera d'explorer l'intensité de la culture africaine, dans l'optique d'un développement en profondeur.



Nous cherchons à contribuer à la réflexion sur la pauvreté en Afrique dans le contexte des défis que représente le processus constant de mondialisation. Nous souhaitons ainsi reconstruire les valeurs immuables de la mémoire africaine pour établir le fondement de l'élaboration d'une progression idéale, en phase avec les aspirations profondes des Africains.....

Pour illustrer le concept de la série télévisée AfricAura, nous avons produit à l'aide de dix artistes une collection de 52 tableaux originaux inspirés des titres des épisodes. Ces œuvres peuvent être classées dans trois catégories :

- La vie quotidienne et les éléments sur lesquels repose le bonheur des Africains
- Une perception esthétique intérieure, l'originalité et la logique de l'approche africaine
- Une nouvelle approche de la sagesse africaine construisant la structure de réflexion pour l'avenir

Ces œuvres ont déjà été exposées au Cameroun, aux Etats Unis et récemment en Suisse, au Palais des Nations de l'ONU à Genève et à l'Espace Fusterie pour la population genevoise.....

AfricAura est un titre composé de deux termes : Africa, le continent africain et Aura, cette force vitale qui entoure quelque chose ou une personne et qui n'est pas toujours visible à l'œil nu. Il a été assemblé pour suggérer la dimension d'un rayonnement tel celui d'un continent comme l'Afrique. Pour y parvenir, le défi consiste à établir une meilleure compréhension entre les aspirations profondes sur le plan interne représenté par son génie authentique et ses objectifs actuels de prospérité auxquels le continent fait face. AfricAura, c'est tout simplement pour redonner espoir en accordant un peu plus d'importance à la créativité des artistes et des peuples.....

Les symptômes de l'absence de développement sont partout présents (pauvreté, famines, guerres, sous- alimentation, etc.). De même il est bien perceptible, un peu partout sur le continent la détermination des peuples à s'en sortir.....

Notre intention est de bien suggérer dans notre forte détermination que malgré tous les discours afro-pessimistes, nous ne devons pas agoniser, mais au contraire l'heure est à l'organisation...

3. Les défis que l'Afrique doit relever :

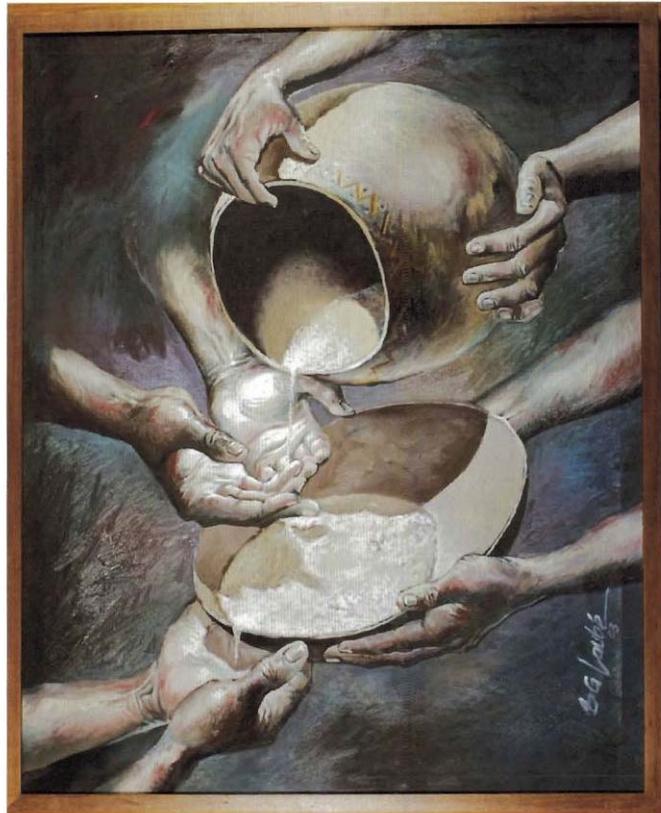
- Lutter contre la FAIM et pour la sécurité alimentaire de tous
- Etre en meilleure SANTE
- Avoir un TOIT pour sa famille
- Avoir une EAU propre et proche de la maison
- Pouvoir travailler sur sa propre TERRE
- Lutter contre la VIOLENCE et promouvoir la PAIX
- Etre RESPECTÉ dans sa personne et jouir de ses DROITS
- Etre BIEN GOUVERNÉ
- Lutter contre la CORRUPTION
- Dépasser l'AFRO-PESSIMISME

39 / FOOD FOR ALL

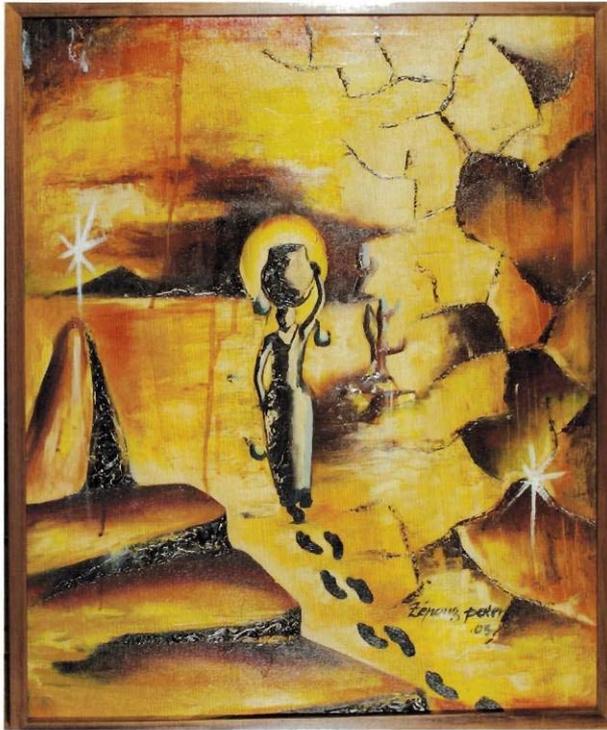
Land is fertile, farmers are at work, but granaries are empty. This is due to several reasons. The days are gone when, in Africa, it was true to say that if there is food for one person, there is food for ten people. There is a consensus around the fact that food security is a necessity, but the right solutions are still to be found.
An empty stomach has no ears.

39 / A MANGER POUR TOUS

Les terres sont fertiles, les agriculteurs sont au travail, mais les greniers sont vides . . . Un état des lieux en rapport avec plusieurs facteurs. Il semble bien loin, le temps où on disait qu'en Afrique, quand il y en a pour un, il y en a pour dix. Bien que la sécurité alimentaire soit un objectif consensuel, les solutions les plus efficaces tardent à se mettre en place.
Ventre affamé n'a point d'oreilles.



Bertin Beyem



Patem Nzepang

36 / EVERY DAY'S WATER

It is with water that you welcome a visitor; it is still with water that you celebrate purification. Access to drinking water is at the center of many strategies which aim at making people take part in the management of their own needs as far as water is concerned. *We must look for water, but we must also know how to take care of it.*

36 / L'EAU DE CHAQUE JOUR

C'est avec de l'eau que l'on accueille l'étranger qui arrive, c'est aussi avec de l'eau que l'on célèbre la purification. Et pourtant l'accès à l'eau potable se trouve, désormais, au centre de plusieurs stratégies, visant à faire participer les populations elles-mêmes à la gestion de leurs propres besoins d'eau. *Il faut chercher l'eau mais savoir la ménager.*



Paul Souvenir Assako Assako

24 / JUSTICE FOR PEACE

Under the palaver tree, judiciary procedure was the equivalent of free discussion on fair sharing and good conduct. The solution to the problem came naturally after each and everyone had spoken. The role of the judge was to restore peace in the relationship between individuals and groups. What will happen tomorrow? *The person who wants to reap peace sows, waters, and lets grow the seeds of justice.*

24 / JUSTICE ET PAIX

Sous l'arbre à palabre, la procédure judiciaire relevait de la libre discussion, sur le juste partage et la bonne conduite. La solution au problème se dégageait naturellement après que tous et chacun aient parlé. L'office du juge consistait à restaurer la paix dans les relations, entre les individus et les groupes. Qu'en sera-t-il demain? *Qui veut moissonner la paix, ensemence, arrose et laisse germer l'arbre de la justice.*

4. Les valeurs à promouvoir et sur lesquelles l'Afrique peut construire un autre modèle de développement

- Célébrer la vie
- La Famille et les liens familiaux
- Son Histoire ; berceau de l'humanité, identité, racines, exemples à donner
- La parole, la sagesse, la jeunesse
- La décision par consensus
- La référence aux anciens
- Le sacré, le lien vital, la dignité,
- La notion du temps
- Les savoirs traditionnels
- La solidarité (construction)
- La médecine traditionnelle, les plantes
- Les échanges, les marchés
- Les terres fertiles, un riche sous-sol
- Le cheptel
- La mémoire collective
- La créativité artistique
- Le rythme, la musique, le partage

1 / THE CRADLE OF HUMANITY

Once upon a time, a long, long time ago, in those days ... A long history, difficult to summarize in a few paintings. Quite certainly, the beginnings of the human epic in Africa have left to the continent an antiquity and perspective that up to the present day have not yet been fully explored.

It is by knowing where we come from that we shall know better where we are and work out a better definition of where we are going.

1 / O BERCEAU DE L'HUMAIN

Il était une fois, il y a bien longtemps, en ces temps là ... Une longue histoire, difficile à résumer en quelques tableaux. Certainement que les débuts de l'épopée humaine en Afrique, ont légué au continent, une antiquité et des perspectives, bien loin d'être sondées à ce jour. *C'est en sachant d'où nous venons que nous saurons mieux cerner où nous sommes et mieux définir où nous allons.*



Cyril Nzeh

9 / IN THE NAME OF KINSHIP

There are so many lines of descent and so many networks of kinship in society. Is it a burden or a blessing? Prevailing misery sometimes makes one fear a drift in meaning and even the perversion of these essential links. Kinship is the first environment where solidarity, tolerance, and common good are taught.

The individual disappears; family continues.

9 / AU NOM DE LA PARENTE

Que de lignées et de réseaux de parentage, dans nos sociétés . . . Est-ce une charge ou un levier? La misère ambiante fait parfois craindre une dérive du sens, et même une totale perversion de ces liens essentiels. La parenté est pourtant le premier cercle, où s'apprennent la solidarité, la tolérance et le sens de l'intérêt général.

L'individu disparaît, la famille continue.



Cyril Nzeh

37 / KNOWLEDGE FROM HERE AND ELSEWHERE

Will war be forever the outcome of the interaction between peoples or will peace prevail one day? The boundary between indigenous knowledge and knowledge from abroad in Africa is not clear. The mixture of the two leaves room for the reshaping of communities thanks to intercommunity knowledge.

Science is a tree trunk that one person cannot embrace.

37 / SAVOIR D'ICI ET D'AILLEURS

L'interaction entre les peuples et les nations sera-t-elle la guerre constante ou bien, la paix primera-t-elle un jour? Entre les savoirs autochtones et les savoirs allogènes en Afrique, les frontières commencent à se brouiller. Entre l'ici et l'ailleurs, les chocs tendent à laisser place à la recomposition des peuples, grâce aux connaissances intercommunautaires.

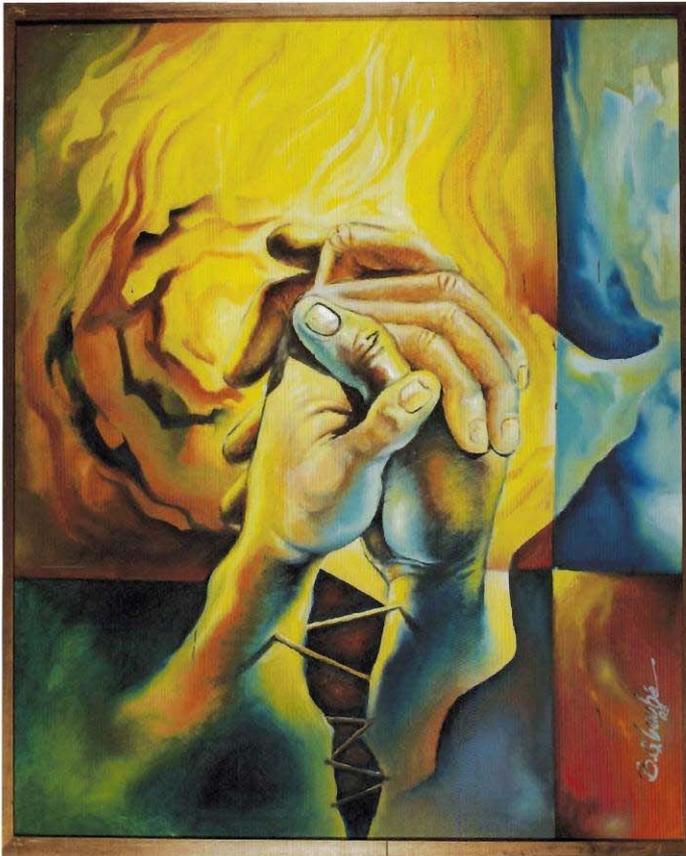
La science est un tronc d'arbre qu'une seule personne ne peut embrasser.



Paul Souvenir Assako Assako

5. Bâtir un autre développement !

- Quelle Afrique ? The African Way
- Peuples, Etat et gouvernance
- Bâtir la prospérité
- Vivre au XXIe siècle : Internet
- Local / Global, interdépendance
- Le rêve africain



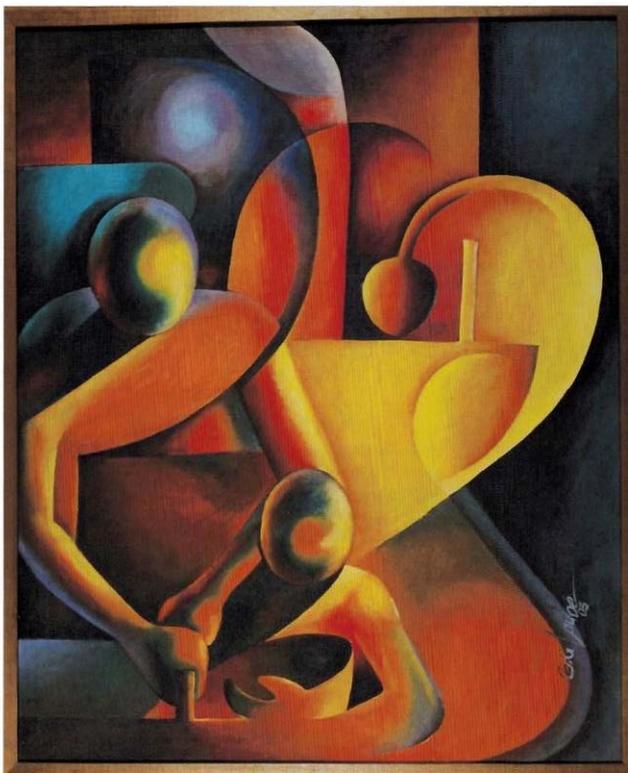
Bertin Beyem

50 / WHAT AFRICA?

Africa is such a variety that one could be skeptical about its unity. North Africa is not the Africa of the pashas. The Africa of the heads of states is different from the Africa of the people. South Africa is not West Africa. There are a thousand Africas in one: Christian, Islamic, animist. Yet, Africans, too, have learned to work collectively. *Unity is the only invincible force.*

50 / POUR QUELLE AFRIQUE?

Une réalité tellement variée et diversifiée, qu'elle ferait douter de l'unité continentale. L'Afrique du Nord n'est pas celle des Pachas, de la même manière que l'Afrique des présidents n'est pas celle des peuples, l'Afrique du Sud n'est pas celle de l'Ouest. Il y a certes mille afriques en une seule, chrétienne, musulmane ou animiste. Et pourtant les Africains ont aussi appris à s'organiser collectivement, au lieu d'agoniser. *L'union est la seule force invincible.*



Bertin Beyem

46 / BUILDING PROSPERITY

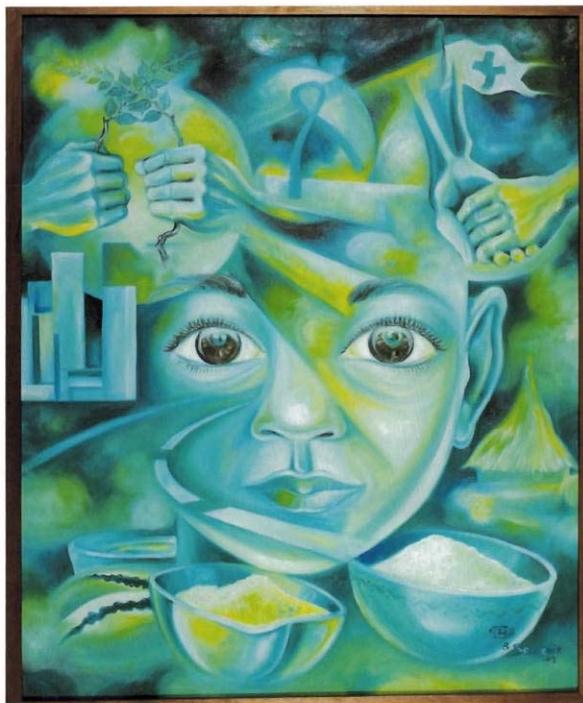
The African continent must be considered as a promised land. Yet, the promise will not fall from the sky. It will be neither a miraculous fruit nor a gift from international donors. It is up to Africans to break the chains of poverty. Let Africans stop asking for charity. Let them make up their minds to transform their kinetic energy into creative forces that can put up new values.

What is effort if there is no opportunity?

46 / BATIR LA PROSPERITE

Il faut reconsidérer le continent africain, comme une terre promise. La promesse ne tombera cependant pas du ciel, ni comme un fruit miraculeux, ni comme un don des bailleurs de fonds. C'est aux africains de marcher et de briser les chaînes de la pauvreté. Que les peuples d'Afrique ne demandent plus la charité. Plutôt un défi, à partir de quoi transformer les forces vives des nations, en énergie créatrice de nouvelles valeurs.

Que vaut l'effort s'il n'y a pas d'opportunité?



Paul Souvenir Assako Assako

52 / AFRICAN DREAM

A dream never stops at the point where others stop watching. It is like the line of the horizon; as you move on, it moves farther. Our dream for Africa is a moment of imagination which will occur beyond action, wishes, and resolutions, a project which needs the intelligence and the ingenuity of all to become reality.

To change tomorrow, start today. Dream your dreams and live your dreams.

52 / LE REVE AFRICAIN

Le rêve ne s'arrête jamais là où s'arrête le regard des autres. C'est comme la ligne d'horizon, plus tu avances, plus elle recule. Le rêve que nous faisons de l'Afrique, est un moment d'imagination, qui se poursuivra certainement dans l'action, au-delà des vœux et des résolutions. Un projet qui sollicite l'intelligence et l'ingéniosité de tous pour se transformer en réalité.

On change demain dès aujourd'hui. Rêve tes rêves et vis tes rêves.

III. ^{ème} partie : Un séminaire international d'experts en commerce international

« La place du Sud dans les négociations internationales à Genève »

1. L'enjeu

2. Les principaux participants au séminaire international

3. L'exposé du Professeur Jacques Berthelot sur les défis que les pays et OP du Sud doivent relever

4. Les attentes et questions des OP du Sud

- a. Mamadou CISSOKHO
- b. Déogratias NYONKURU

5. Les engagements et activités des ONG suisses

- c. IDEAS Centre
- d. SWISSAID
- e. ALLIANCE SUD
- f. CETIM
- g. GRAD
- h. Autres interventions (Renaud Flavien)

6. Résumé des discussions et propositions

7. Contact avec le Centre du Commerce International (OMC)

1. L'enjeu

Les pays du Sud, et plus encore leurs organisations paysannes, sont marginalisées dans les négociations internationales qui décident des politiques, des stratégies et des conditions du commerce international.

Les gouvernements du Nord ont très souvent créé eux-mêmes ces organisations internationales, comme c'est le cas de l'OMC. Les OP du Sud s'interrogent pour savoir s'il faut rester aux côtés de partenaires qui ne jouent pas le jeu et ne respectent pas les règles qu'exigent la justice et le respect des partenaires négociateurs.

2. Les principaux participants au séminaire international

- FIPD / IPD et l'IRED : organisateurs du séminaire
 - Le professeur Emmanuel **KAMDEM**, Secrétaire Général de l'IPD
 - Fernand **VINCENT**, Président de la Fondation IPD

- Les représentants du Sud :
 - Mamadou **CISSOKHO**, Président Honoraire du ROPPA, Réseau Ouest-africain des Producteurs
 - Déogratias **NYIONKURU**, Secrétaire Général d'Adisco, Représentant la Confédération des Caféculteurs du Burundi

- Le Représentant de l'Union africaine à Genève
 - L'envoyé de Mr. L'Ambassadeur Jean Marie **EHOZOU**, Représentant Permanent de l'Union Africaine à Genève

- Des leaders d'ONG suisses engagées dans le « commerce international » :
 - Le Bureau d'études IDEAS Centre : Anne Sophie **NIVET**
 - ALLIANCE SUD : Isolda **AGAZZI**
 - SWISSAID : Catherine **MORAND**
 - CETIM : Melik **OZDEN**
 - GRAD : Benoît **LECOMTE**
 - RAFAD/FIG : Alain **VERGEYLEN**
 - La Déclaration de Berne (excusée, a envoyé un dossier ROHMA pour chaque participant)

- Les Experts et Doctorants :
 - Jacques **BERTHELOT**, agroéconomiste, ancien professeur de l'Université de Toulouse
 - Flavien **RENAUD**, doctorant du Graduate Institute Geneva (café Burundi)

3. L'exposé du Professeur Jacques Berthelot sur les défis que les pays et OP du Sud doivent relever

Je résume mon intervention par PowerPoint. J'ai décliné les multiples défis auxquels est déjà confrontée l'Afrique subsaharienne (ASS) mais qui iront croissants jusqu'à l'horizon 2050 :



- défi du déficit alimentaire : en hausse de 3,7 à 19,6 Md\$ de 2001 à 2011 sans café-cacao-thé-épices en ASS et de 2,8 à 10,6 Md\$ en Afrique de l'Ouest (AO)
- défi démographique : la population d'ASS passerait à 2,075 Md en 2050 contre 832 M en 2010 et celle d'AO à 807 M contre 506 M
- défi des emplois, notamment agricoles et ruraux : les exploitations familiales (EF) créent bien plus d'emplois que les grandes exploitations « modernes » et avec des systèmes de production agro-écologiques plus productifs et à moindre coût à moyen et long terme
- défi du changement climatique : selon le GIEC 2014, grande fragilité des agricultures d'ASS essentiellement dépendante de la pluviométrie et risques élevés pour la hausse nécessaire des rendements céréaliers
- défi de la compétitivité des exploitations familiales : lié au libre-échange promu par l'OMC, les APE et l'érosion des préférences des ACP liée au TAFTA et CETA et autres ALE de l'UE; liée aux appétits étrangers sur les terres agricoles d'ASS; liée à la croyance que les capitaux privés extérieurs sont indispensables pour moderniser l'agriculture africaine et prêts à s'investir sans les aides des Etats
- défi de la volatilité des prix agricoles : et de la spéculation financière amplificatrice des fondamentaux de l'offre et de la demande, comme on l'a vu avec l'expansion de l'éthanol de maïs aux USA. D'où la faible crédibilité des recommandations du G20 pour lutter contre la volatilité des prix agricoles
- défi du dumping agricole des pays développés notamment de l'UE : dumping de 5,452 Md€ en 2013 (dont 813 M€ vers les pays ACP, dont 414 M€ vers l'AO) sur ses exportations de céréales, viandes et produits laitiers, que l'UE refuse de reconnaître en affirmant qu'il s'agit de subventions internes de la boîte verte « sans effets de distorsion des échanges ».

D'où la nécessité de mettre en place en ASS une protection efficace à l'importation : comme le montre la faible dépendance des pays développés des importations de produits alimentaires de base grâce à la combinaison de droits de douane élevés

(notamment UE, Suisse) et de subventions compensatrices de la baisse des prix agricoles. Exemple contradictoire de l'Afrique de l'Est et de l'AO sur le riz, la poudre de lait et les viandes. Et nécessité de suivre l'exemple de l'UE dont la formidable expansion de la production agricole de 1962 à 1994 s'explique largement par l'utilisation de prélèvements variables (PV) à l'importation au lieu de droits de douane ad valorem, les PV étant seuls capables d'assurer des prix stables et rémunérateurs dans le contexte de la forte variabilité des prix agricoles en dollars accentuée par celle des taux de change.

Au cours des débats, je me suis opposé à Marcelo OLARREAGA partageant la position dominante des pays développés et institutions internationales accusant les PED d'avoir amplifié la hausse des prix agricoles mondiaux par leurs restrictions à l'exportation du riz et du blé, en citant l'intervention de Manzoor AHMAD, Directeur de recherche à l'ICTSD et ancien ambassadeur du Pakistan à l'OMC, lors d'un atelier du Forum public de l'OMC du 25 septembre 2012, pour qui les USA et l'UE ont retiré du marché des volumes considérables de céréales alors même que leurs prix mondiaux augmentaient pour les transformer en agro carburants, ce qui a correspondu à de très fortes restrictions à l'exportation.

Voir aussi :

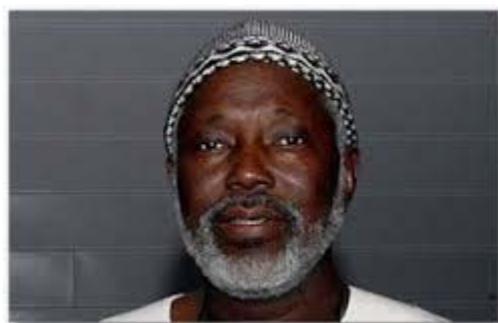
p.40 : Point de vue du Professeur Berthelot lors de la Table Ronde

p.61 - 63 : Interview du Professeur Berthelot par B. Perez, journaliste du Courrier

4. Les attentes et questions des OP du Sud (Résumé)

a) Mamadou CISSOKHO, Sénégal

- Pour nous, la notion de marché est à repenser.
- Produire ce qu'on mange et non pas des produits importés.
- Assurer notre sécurité alimentaire



OMC :

- Comment y est-on entré ? Il n'y a pas de débat à l'OMC
- L'OMC a été créée par le Nord (multinationales et gouvernements) et pour le Nord, nous sommes des étrangers sans pouvoir ! Cette organisation n'est pas la nôtre.

- Nous ne sommes pas respectés. Notre identité est bafouée.
- Il y a une fracture, une perte de confiance.

- On a perdu la bataille du coton.
- On est aussi en train de perdre la bataille des accords UE/ACP.

Les investissements en Afrique :

- Pour quel système de production ?
- Pour quels produits ?
- Pour quel marché ?
- An profit de quels groupes ?

L'Afrique n'est pas frappée de malédiction, il suffit de remettre les choses dans un ordre normal, à leur place.

b) Déo NYONKURU, Burundi

Comment mettre en place/catalyser un cadre d'anticipation et de réflexion géostratégique pour que l'Afrique cesse de simplement subir, mais puisse aussi faire des propositions ?



- Renforcer les capacités des fonctionnaires et des leaders de la société civile dans la définition des politiques et stratégies de développement agricole/rurale compatibles avec les EF et qui soient endogènes
- Renforcer les capacités de négociation (à la fois commerciale, mais aussi avec les PTF) en partenariat avec d'autres institutions spécialisées
- Informer régulièrement le Sud sur les principaux événements/agendas en cours capables d'influencer le développement du Sud avec des notes succinctes sur les défis
- Organiser une à deux fois par an une table ronde avec des experts de haut niveau sur différentes thématiques de développement
- Faciliter des échanges entre les leaders des différentes régions de l'Afrique en vue de catalyser l'inspiration et la prise de positions communes.

Puis :

- Mettre en place au sein de l'IPD des « formations diplômantes » sur les négociations commerciales, la protection sociale et l'entrepreneuriat.
- Il faut arrêter de créer des marchés dont on n'a pas besoin (au Burundi on importe du riz, alors que nous mangeons surtout des haricots...)
- On constate une course des multinationales et de certains pays pour reprendre à l'Afrique l'essentiel de ses richesses

- Il faut créer des alliances dans les relations des OP/ONG (société civile) du Sud et du Nord.
- Il existe aussi un défi culturel que le professeur Berthelot doit ajouter dans sa présentation

5. Les engagements et les activités des ONG suisses

1. IDEAS Centre (Anne-Sophie NIVET)

IDEAS Centre est un Bureau d'Études suisse créé par l'ancien directeur du Gatt, M. DUNKEL, et Nicolas IMBODEN, ancien ambassadeur et ancien délégué suisse aux accords commerciaux.



Les projets menés par IDEAS Centre ont pour objectif principal de faciliter l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Le Centre est fort de ses 13 années d'expérience sur cette problématique. Sa mission consiste à aider les responsables politiques à élaborer des stratégies permettant de tirer profit de la mondialisation en faveur du développement et de lutter efficacement contre la pauvreté dans chaque pays et au sein d'un système commercial international mieux intégré et plus juste. IDEAS Centre a notamment soutenu les pays africains du C4 (Benin, Burkina Faso, Mali, Tchad) dans l'Initiative sectorielle en faveur du coton lancée à l'OMC en 2003.

Ses activités dans ce cadre se sont concentrées sur :

La formation à la négociation pour des fonctionnaires des ministres du commerce (20 personnes des pays du C4) : la formation s'appuie sur le « learning by doing » à travers l'étude d'un problème concret à l'OMC – le coton en l'occurrence – et le renforcement de la coordination entre les pays du C4 et entre les missions diplomatiques à Genève et les capitales.

Information et communication (incluant des notes d'information régulières, des analyses, des conférences à Washington ou à Bruxelles, des activités de plaidoyer en collaboration avec la société civile y compris les OP, de la veille stratégique)

Conseil spécifique et stratégique en négociation commerciale tout au long de la négociation à Genève

Voir aussi :

«L'Afrique n'a pas besoin de capital étranger» par Benito PEREZ (article du Courrier)

2. SWISSAID (Catherine MORAND)

SWISSAID est une ancienne ONG suisse très engagée dans les défis internationaux et le lobbying en Suisse.

Elle est particulièrement active, avec d'autres ONG suisses dans les campagnes suivantes :

- Campagne pour les Droits des paysans, droit à la terre
- Droits sans Frontières pour le respect des droits de l'Homme et celui des règles standards dans l'environnement pour les multinationales suisses travaillant dans les pays du Sud
- Projet virtuel ROHMA, promu par la Déclaration de Berne, pour demander au gouvernement suisse de créer une Autorité de Surveillance pour les entreprises travaillant dans le domaine des matières premières et des ressources naturelles, au même titre que l'autorité de surveillance créée par le gouvernement suisse pour contrôler ses banques.



La discussion qui a suivi ces exposés a permis d'apprécier ces campagnes de soutien et de lobbying qui ont été encouragées par les OP du Sud qui ont demandé à être plus impliquées dans ces campagnes.

Les OP du Sud demandent aussi un appui international dans leur action de lobbying auprès de la CDEAO (Afrique de l'Ouest) dans leur campagne en vue d'exiger de leurs gouvernements la non signature des accords de partenariat avec l'Union Européenne.

3. ALLIANCE SUD (Isolda AGAZZI)

ALLIANCE SUD est une coalition de nombreuses ONG suisses de développement travaillant dans le domaine des relations internationales et du lobbying en Suisse. Elle représente souvent la société civile suisse dans les discussions et négociations internationales.



Elle influence les activités de la Suisse, plus spécialement, en ce moment, dans les domaines suivants :

- Commerce international et questions fiscales internationales
- Développement durable
- Politique de coopération au développement

Elle lance actuellement deux initiatives, l'une « Contre la spéculation financière dans le domaine des prix des matières premières agricoles » et l'autre « Droits sans frontières », pour l'établissement et

l'insertion dans le Code des Obligations de la Suisse, d'articles pour établir des règles contraignantes que les multinationales suisses devront respecter dans leurs activités dans les pays du Sud.

4. CETIM (Melik OZDEN)

C'est un Centre de Recherche et de publications sur les relations Nord/Sud.

Ces activités principales sont :

- Dénonciation des violations des Droits de l'Homme
- Formation didactique (leur dernière publication est sur « Le droit à la Terre »)
- Elaboration de normes que les transnationales devraient respecter



Enjeux internationaux : Droit à l'alimentation, droit à la terre

Le CETIM est particulièrement présent dans les travaux du Commissariat aux Droits de l'Homme et au BIT.

5. GRAD (Benoît LECOMTE)

Le GRAD est une ONG suisse et française particulièrement active dans l'éducation à la base pour les OP francophones d'Afrique dont elle proche.

Il a publié des dizaines de livres et brochures qui vulgarisent les thèmes des enjeux internationaux pour les rendre plus lisibles par les membres des OP.



6. Autres interventions (Flavien RENAUD)

doctorant au Graduate Institute of Geneva, sur le café au Burundi.



Il soulève les questions suivantes :

- Il y a des paysans riches et des paysans pauvres. Souvent ce sont les paysans riches qui dirigent les coopératives et ont une forte influence en leur faveur
- Le prix des matières premières aux producteurs, le café par exemple, ne représente qu'une toute petite partie du prix final, 7% pour le café, ce qui devrait faciliter des négociations pour augmenter le prix aux producteurs.
- Nous devons aussi poser la question de la gestion paysanne des organisations qu'ils créent et constater l'immense besoin de formation qui existe avant de revendiquer ou créer des entreprises de transformation des produits agricoles ou de commercialisation.
- Nous devrions aussi nous sentir plus concernés par la nécessité de mieux comprendre et cerner les pourtours de la formation des prix en particulier dans la spéculation financière internationale (hedge funds) et soutenir les efforts de la RSE, (Responsabilité Sociale des Entreprises) et la finance éthique, source potentielle du financement des projets novateurs (Epargne collective, caisses de retraites et mutuelles).

6. Résumé des discussions et propositions

- Nécessité de travailler davantage encore sur un nouveau modèle de développement agricole et rural.
- Il y a un grand besoin de formation des paysans : augmentation de la production, de la qualité et de la productivité dans un modèle d'agriculture familiale.
- Il y a nécessité de se réappropriier les filières agricoles en particulier les opérations (entreprises) qui permettent de créer une plus grande valeur ajoutée en faveur des paysans.
- Les OP devraient être mieux soutenues pour avoir accès au crédit des banques locales, dans les domaines, par exemple, des besoins de crédit (cash) pour assurer la bonne exécution des campagnes d'achats de produits agricoles aux producteurs ; pour la construction de petites unités/entreprises de transformation ; de cash-flow pour leur fonctionnement. Une relation plus étroite doit être établie avec les organismes nationaux et internationaux de la finance éthique pour faciliter les investissements et éviter les prises de participation financière des multinationales dans les entreprises créées par les OP.
- Mieux cerner les possibilités de transformer nos productions (farines, jus, huiles, habits, produits finis)
- Mieux étudier les possibilités de coopération avec les multinationales ouvertes à la coopération avec les producteurs et les gouvernements locaux: formation pour améliorer la production, la qualité des produits et la productivité ; création de mécanismes et caisses de

compensation (prix des matières premières – marketing board) ; coopération à la constitution de fonds de garantie pour l'accès au crédit des producteurs).

- Se mettre en relation avec AGRA, le Programme interafricain d'appui à la production agricole, financé par la Fondation Bill Gates et présidée par Koffi Annan, pour leur faire réaliser que leur stratégie actuelle (agro-business, OGM) est vouée à l'échec à long terme (voire expérience de l'Inde avec les fondations Ford et Rockefeller) et leur demander d'investir des fonds plus importants dans les projets de l'agriculture familiale.
- Etudier, en relation avec la société civile suisse et européenne les possibilités d'influencer les décisions en vue d'une évolution et d'une restructuration importante de l'OMC afin d'éviter que les organisations de producteurs se détournent définitivement d'elle et agissent en opposition à ses stratégies.
- En ce qui concerne le droit à la terre et l'obtention de titres fonciers pour que les paysans soient les propriétaires de leurs terres, la question doit être étudiée en tenant compte des réalités sociologiques locales car quelquefois la communauté gère les terres et d'autres fois il est nécessaire d'obtenir des titres fonciers pour éviter que l'état ou les multinationales s'emparent des terres. De toute façon, la gestion traditionnelle des terres par les chefs coutumiers doit être prise en compte.
- Les questions relatives au changement climatique doivent être prises en compte car souvent en Afrique, on minimise les problèmes.
- Des liens plus étroits doivent être établis avec la FAO et l'Union africaine (UA) pour créer des réseaux d'influence plus efficaces.
- Identifier des agences de financement complices de ces stratégies, en s'étant imposé de faire le premier pas et des efforts conséquents pour un meilleur autofinancement et un financement local.

Les participants à ce séminaire sont bien conscients que leurs discussions doivent déboucher sur des actions concrètes et des engagements. C'est pourquoi ils ont décidé de créer deux programmes :

- ***Un programme de formation dans le Sud et dans le Nord***
- ***Un Service International d'appui aux OP***

(Pour plus de détails, voir Partie IV : Conclusions et plan d'action pour le futur)

7. Contact avec le Centre du Commerce International (CCI)

En marge du Séminaire international, Déogratias NYONKURU et Fernand VINCENT ont rencontré le Chef de la Compétitivité des secteurs, M. Robert SKIDMORE, et Mme Audrey GAVARD-LONCHEY, Chargée de programmes pour étudier les possibilités de coopération du CCI avec les partenaires locaux de l'IRED/IPD, ADISCO et le CNAC (Confédération des Caféculteurs du Burundi, 125.000 membres).

Un projet de coopération et d'appui à l'amélioration de la production, de la qualité, de la productivité et du marketing est à l'étude.



IV. ème partie : Célébration du 50e anniversaire de l'IPD et Table Ronde organisée avec l'Université de Genève

« Commerce international des produits agricoles, sécurité et souveraineté alimentaires »

1. La célébration du 50e anniversaire de l'IPD

- a) Introduction par Fernand VINCENT, Fondateur de l'IPD et Président de sa Fondation
- b) Résumé du discours du Professeur Emmanuel KAMDEM, Secrétaire Général de l'IPD
- c) Résumé du discours de Mme Sandrine SALERNO, conseillère administrative de la Ville de Genève
- d) Résumé du discours de SE Monsieur l'Ambassadeur Jean Marie EHOZOU, Représentant Permanent de l'Union Africaine auprès des organisations internationales à Genève
- e) Résumé du discours de Mme Maria-Pia VICTORIA-FESER, Doyenne de la Faculté d'Economie et de Gestion (Geneva School of Economics and Management-GSEM) de l'université de Genève

2. La Table Ronde : Le débat et les points de vue de chacun des participants

- a) Point de vue de Mamadou CISSOKHO, Président Honoraire du Réseau Ouest africain des producteurs ROPPA, Sénégal
- b) Point de vue de Déo NYIONKURU, Secrétaire Général d'ADISCVO, représentant la Confédération des Caféculteurs du Burundi
- c) Point de vue du Professeur Jacques BERTHELOT, Economiste, ancien Maître de conférences à l'Université de Toulouse
- d) Point de vue du Professeur Marcelo OLLAERREGA, GSEM/UNI-Genève
- e) Résumé du point de vue du SE Jean Marie EHOZOU, ambassadeur de l'Union Africaine
- f) Point de vue de Mr Stéphane GRABER, Secrétaire Général de la Swiss Trading end Shipping association (STSA)
- g) Point de vue de Mr. Nicolas IMBODEN, Directeur Général d'IDEAS Centre et ancien ambassadeur de la Suisse auprès de l'OMC
- h) Principales questions et leçons tirées du débat de la Table Ronde
- i) Conclusions de la Table Ronde



UNIVERSITÉ DE GENÈVE
FACULTÉ D'ÉCONOMIE ET DE MANAGEMENT



Pour fêter le 50^{ème} anniversaire de la création à Genève de

L'INSTITUT PANAFRICAIN POUR LE DÉVELOPPEMENT

la Fondation de l'Institut Panafricain pour le Développement et l'Université de Genève (GSEM) organisent

Une TABLE RONDE sur le thème:

«Commerce international des matières premières agricoles, sécurité et souveraineté alimentaire»

UNI-Dufour, auditorio Jean Piaget, 24 rue du Général-Dufour
le mardi 24 février 2015 de 18h30 à 21h.

ENTRÉE LIBRE

Cet échange permettra de confronter les points de vue des paysans, producteurs, de leurs gouvernements, des multinationales du commerce des produits agricoles et de voir si une coopération «WIN / WIN» est possible

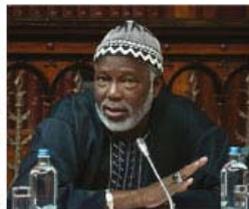
informations au 022 734 17 16 (p.m) ou info@fondationipd.ch



Richard Werly
Modérateur
Journaliste, correspondant
du journal «Le Temps»



Nicolas IMBODEN
Directeur Exécutif d'IDEAS Center
ancien Ambassadeur
et Directeur du SECO à Berne



Mamadou CISSOKHO
Président Honoraire du Réseau
des Producteurs africains (ROPPA)
Sénégal



Marcelo OLLARREAGA
Professeur
UNIGE, Geneva School of
Economics and Management



Stéphane GRABER
Secrétaire Général, GTSA
Geneva Trading and
Shipping Association



**S.E Monsieur l'Ambassadeur
Jean Marie EHOUZOU**
Représentant Permanent de
l'Union Africaine auprès des
organisations internationales
à Genève.



Jacques BERTHELOT
Economiste
ancien Maître de Conférences
de l'Ecole Nationale
d'Agriculture de Toulouse



Déogratias NYIONKURU
Secrétaire Général d'ADISCO
ONG d'appui aux caféiculteurs
du Burundi

Avec le soutien de



AVEC LE SOUTIEN
DE LA
VILLE DE GENÈVE



Avec le soutien de la
Loterie Romande

Avec le soutien de



AVEC LE SOUTIEN
DE LA
VILLE DE GENÈVE



Avec le soutien de la
Loterie Romande

1. Célébration du 50e anniversaire de l'IPD

Cette partie officielle de la célébration du 50e anniversaire de la fondation de l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) a été introduite par le Président de la Fondation IPD, Fernand VINCENT. Le Représentant de l'Union Africaine, celui de la Ville de Genève et le Secrétaire Général de l'IPD ont honoré par leur présence le vernissage de l'exposition et ont pris la parole.

a) Introduction par Fernand VINCENT, Fondateur de l'IPD et Président de sa Fondation

Après avoir rappelé l'historique de la création de l'Institut Panafricain pour le Développement à Genève et remercié les autorités genevoises et suisses de l'appui moral et financier qu'ils ont donné à l'IPD au moment de sa création et dans sa phase de développement institutionnel, Fernand VINCENT a interrogé les intervenants de la Table ronde par deux questions essentielles pour l'IPD car leur réponse exige une réforme importante des politiques et stratégies du modèle de développement de l'Afrique.

La première question est relative au déficit alimentaire de l'Afrique. De très nombreux pays du continent continuent à importer de plus en plus de nourriture du Nord (USA-UE) alors que la disponibilité des terres permettrait d'augmenter la production vivrière ? Comment certains gouvernements africains vendent leurs terres à des pays ou des multinationales alors que ces terres devraient être exploitées pour produire des vivres ? Comment autoriser la production sur ces terres fertiles de céréales pour produire des carburants ? Pourquoi les gouvernements africains ne facilitent-ils pas davantage la construction d'usines pour transformer localement les matières premières de façon que la plus-value obtenue permette de créer des emplois si attendus des jeunes ?

Certes, la production à l'exportation est nécessaire, car elle permet d'obtenir des ressources financières pour le pays (devises) et pour les populations (achat de biens importés). Mais, les gouvernements doivent établir des priorités et planifier l'équilibre attendu entre production pour la consommation intérieure et production pour l'exportation.

La deuxième question est relative à la grande richesse (soudainement découverte....) du sol et du sous-sol africains. Tous les économistes internationaux s'accordent à prédire pour ces prochaines années des taux de croissance de 5% et plus (pour certains pays un taux à deux chiffres) du PIB. L'Afrique est riche de son sol et de son sous-sol et les investisseurs mondiaux découvrent aujourd'hui qu'ils ont devant eux, en Afrique, de nouveaux espaces pour leurs affaires ?

Mais les gouvernements africains, qui déclarent lutter contre la pauvreté, doivent s'interroger et répondre aux questions suivantes, comme Mamadou CISSOKHO l'a dit lors de notre séminaire d'hier : Quels investissements ? Quelles productions ? Quels contrats ? Qui va exploiter ? Quels résultats pour le pays et ses populations locales ? Quelle part des profits pour mon pays ? Quelle répartition des revenus ? Bref, comment ces nouvelles richesses seront demain des moyens de lutter contre la pauvreté, assurer l'équilibre alimentaire et produire des revenus pour les populations locales qui vivent sur ces terres ?

La question de l'équité, du respect de la nature, des hommes et des femmes qui vivent actuellement sur ces terres est essentielle et ce nouveau développement doit s'effectuer en tenant compte de cela ou alors ne pas se faire car les « locaux » n'en retirent aucun avantage, au contraire, leur environnement se détruit et leur mode de vie change.

L'IPD qui prétend former les cadres de demain, ceux qui vont décider du développement futur de l'Afrique se doit donc de poser et de se poser ces questions, peut-être simples car si évidentes, mais si essentielles aussi !

C'est pourquoi, il convient, certes, de former des hommes et des femmes qui sur le terrain vont agir concrètement, mais aussi de former les décideurs de demain. Et, comme dans les pays du Nord, la formation de cadres supérieurs et la recherche-action et la recherche fondamentale sont si importantes.

L'IPD est une institution internationale d'abord, à cause de la mondialisation, avec une identité africaine, car elle a installé ses campus dans toutes les régions d'Afrique. C'est pourquoi, l'IPD désire établir des relations académiques avec toutes les institutions du Nord, d'Asie et d'Amérique Latine, pour internationaliser et professionnaliser les formations qu'elle dispense et les recherches qu'elle entreprend.

L'organisation de cette Table Ronde avec l'Université de Genève est un départ, je l'espère. Demain l'IPD accueillera des étudiants et des professeurs du Nord et enverra ses étudiants découvrir chez nous notre façon de nous développer. C'est pourquoi, je l'espère Madame la Doyenne, cette Table Ronde aura un suivi et servira d'exemple à l'établissement d'une coopération fructueuse entre l'Université de Genève et les Instituts Régionaux de l'IPD en Afrique.

Je vous remercie.



b) Résumé du discours du Professeur Emmanuel KAMDEM, Secrétaire Général de l'IPD

Après avoir remercié les autorités genevoises et suisses pour l'appui qu'ils ont accordé à la création et au développement de l'IPD (Voir ci-avant), le Secrétaire Général de l'IPD a rappelé le rôle important que le Père Fondateur, Fernand VINCENT, (et son épouse Monique) a joué dans la création et le développement de l'IPD, le Professeur Emmanuel KAMDEM a rappelé que le premier Institut Régional de l'IPD a été créé en 1964 au Cameroun pour former des cadres moyens du développement rural.

En 1964, plusieurs Africains de renom (Nkrumah, Nyéréré, Senghor, Lumumba) développaient un modèle de développement basé sur les valeurs africaines et l'Homme africain s'appuyant sur la pensée de François Perroux et du P. Lebreton d'Economie et Humanisme (« Tout l'Homme et tous les Hommes »). Les fondateurs de l'IPD étaient partie prenante de ce « modèle » et ont bâti leur réponse à cette vision par des programmes de formation, de recherche et d'appui aux projets du terrain dispensés aux étudiants des Instituts régionaux qui se sont créés en quelques années.

L'IPD s'oriente vers la satisfaction des besoins des populations, vers l'impérieuse nécessité que l'étudiant soit directement opérationnel en sortant des études (formation professionnelle) et vers la nécessité de former un « certain type d'homme » qui soit, moralement et professionnellement qualifié pour accomplir les tâches qu'on lui confiera.

La pédagogie de l'IPD s'est donc bâtie à travers une approche tridimensionnelle : FORMATION/RECHERCHE/APPUI. La première année de la formation est construite par une série de stages-terrain et de cours en salles aux niveaux d'une famille, d'un village, d'une préfecture et au niveau national. En deuxième année cette approche terrain-salle développe la spécialisation de leur formation par des stages en entreprises, dans une association locale, une commune, un département de ministère, selon les emplois futurs des étudiants.

Le terrain est donc la référence de la formation IPD. Mais la réflexion globale et académique est une obligation que la mondialisation exige. L'approche Bottom/Up est nécessaire, mais doit se situer dans une vision globale.

D'où :

- formation théorique
- apports académiques
- recherche-action et fondamentale.

Cette approche exige que, non seulement, professeurs, chercheurs, consultants et étudiants partagent cette vision, mais aussi les personnes qui dirigent l'association (Membres des Conseil d'administration, du Conseil Scientifique et Pédagogique et de la Direction Générale) soient imprégnés de ces valeurs et maîtrisent ces méthodes et ces approches.

L'IPD se veut d'abord un institut international, fort d'une identité africaine. Nos intervenants, professeurs et chercheurs doivent être de tous pays d'Afrique, et aussi des pays du Nord ou d'Asie ou d'Amérique Latine, car l'Afrique veut prendre sa place dans le monde et apporter sa contribution à la construction d'un développement mondial durable.

c) Résumé du discours de Mme Sandrine SALERNO, conseillère administrative de la Ville de Genève

La Représentante de la Ville de Genève a tout d'abord souhaité un bon anniversaire à l'IPD pour ses 50 ans et a confirmé la volonté de la coopération genevoise à accorder une priorité au développement rural.

Elle a ensuite présenté le bilan de l'aide de la Ville de Genève pour l'Afrique : un budget annuel de 2,26 million de CHF, 50% du budget pour l'Afrique, 69 projets dans 22 pays et un accent sur le développement durable et l'environnement.

Puis elle a rappelé que le sujet débattu par la Table Ronde de ce soir, « Commerce international, sécurité et souveraineté alimentaires » concerne grandement Genève. Car en effet, plus de 105 multinationales du négoce ont installé leur siège central à Genève et apportent au canton et à la Ville des revenus importants.

La responsabilité de la Suisse doit donc être assumée dans ce domaine. La transparence du secteur des matières premières est une exigence qu'il faut traduire dans une réglementation acceptable. Nous sommes tous concernés : autorités, multinationales, université et société civile.

Elle a enfin terminé son intervention en demandant à l'IPD de continuer son engagement au service de l'Afrique et l'a assuré de tout son soutien. Puis elle a souhaité aux intervenants à la Table Ronde un bon et fructueux débat.



d) Résumé du discours de SE Monsieur l'Ambassadeur Jean Marie EHOZOU, Représentant Permanent de l'Union Africaine auprès des organisations internationales

Après avoir remercié les autorités locales et suisses pour le rôle qu'elles ont joué dans la création et le financement de l'IPD et félicité l'IPD et son Père Fondateur pour leur contribution au développement de l'Afrique, l'Ambassadeur Jean Marie EHOZOU, Représentant Permanent de l'Union Africaine à Genève, a fait tout d'abord l'historique de l'Afrique, des Indépendances des années 1960 à ce jour.

Il a rappelé cette période-clé des années 1960 où plus de 50 pays africains ont dû négocier leur indépendance et les difficultés rencontrées, puis les périodes dramatiques des guerres internes qui ont traumatisé les populations locales. Mais, peu à peu, la situation



s'est stabilisée. Même s'il reste des espaces de conflits, de nombreux gouvernements africains ont cheminé vers des régimes démocratiques.

« Il n'y a pas de développement, sans la Paix ! » a-t-il affirmé et notre organisation, l'Union Africaine a pris les choses en mains et espère qu'en quelques années ces situations seront sous contrôle.

Puis, l'ambassadeur a démontré quels sont les défis auxquels l'Afrique, et l'IPD qui veut être un instrument de formation de cadres africains, a à faire face pour se développer. Non seulement le défi de la paix, mais aussi celui du chômage des jeunes (qui se voient obligés de fuir leur pays pour aller chercher du travail en Europe), les maladies (Ebola), la faim dans certaines régions, la malnutrition, etc.

Il a affirmé la nécessité devant laquelle chaque Africain est placé, celle de l'afro-responsabilité. Puis il a décrit comment l'Union Africaine assume ses responsabilités : transformer une organisation en Union ; faire taire les armes en 2017 (création d'un Conseil pour la Paix et la Sécurité); créer une zone de libre-échange africaine ; développer des échanges Sud/Sud, etc.

Puis, il a analysé les enjeux de la future « ruée » des investissements internationaux vers l'Afrique, et les dangers, mais aussi les espoirs, que les taux de croissance du PIB par les experts du monde entier, provoquent. L'Afrique doit être consciente de ses nouvelles responsabilités dans ce développement annoncé. « Comment ce développement permettra-t-il de mieux lutter contre la pauvreté existante, comment pourrait-il apporter aux Africains plus de bonheur ? ».

Le Représentant de l'Union Africaine a terminé son exposé devant ce public genevois en affirmant son afro-optimisme. « L'Afrique est riche non seulement de son sol et sous-sol, mais aussi de son histoire (berceau de l'humanité) et de ses peuples. Elle est prête à partager et à prendre sa place dans le monde et à recevoir, échanger avec tous les pays du monde. Elle désire avant tout la Paix et le bonheur de son peuple ».

Il a renouvelé, en conclusion, son appui personnel et celui de l'Union Africaine aux efforts de l'IPD qui pourra ainsi contribuer avec d'autres à la construction de l'Afrique de demain.

e) **Résumé du discours de Mme Maria-Pia VICTORIA-FESER, Doyenne de la Geneva School of Economics and Management (GSEM) de l'Université de Genève**

Madame Maria-Pia Victoria-Feser, Doyenne de la Geneva School of Economics and Management de l'UNI-GE à tout d'abord remercié l'IPD et salué la présence de nombreuses personnalités.

Puis elle a synthétisé son intervention de la façon suivante :

- le milieu académique doit pouvoir répondre aux enjeux importants de la société, et ceci constitue a fortiori, un des points stratégiques de la GSEM.
- le domaine du négoce international et des matières premières représente des défis académiques importants (et donc fascinants aux yeux du chercheur)
- ce domaine rentre par nature dans le monde globalisé, et le milieu académique est déjà depuis très longtemps globalisé



- la globalisation (positive) implique la participation de tous les acteurs qui jouent un rôle important (indispensable) pour que la société puisse évoluer à tous les niveaux.
- La table ronde organisée à cette occasion est une illustration (mise en œuvre) de cette approche, soutenue par la GSEM.
- La GSEM, à l'instar de l'UNIGE, peut et veut mettre ses compétences à disposition, aux niveaux de la recherche (fondamentale) et de la formation.
- le futur de notre société est dans les mains de notre jeune génération, le monde académique y joue un rôle primordial. La GSEM souhaite y participer activement.

Par ailleurs, Mme la Doyenne du GSEM a conclu en disant :

Je suis consciente que le milieu académique n'est pas au cœur des préoccupations de l'économie réelle, et c'est juste ainsi. Mais je pense qu'il a son rôle à jouer, qu'il n'a malheureusement pas trop joué jusqu'à présent, ou alors il n'a pas été assez visible.

Le rôle que joue le milieu académique représente une plus-value quasi gratuite (un service) pour un développement durable de notre société. Le milieu académique agit dans la formation de nos jeunes, formation qui ne peut être de qualité que si nos professeurs sont reconnus pour leurs travaux de recherche fondamentale de haut niveau (donc connectés aux autres chercheurs de la planète et au savoir expert). Ces jeunes se retrouveront un jour et pour certains, dans des positions de décideurs importants. Il agit aussi dans la production d'études objectives et impartiales, qui peuvent/doivent servir les preneurs de décision à tous les niveaux. Le monde académique, a fortiori la GSEM, s'inscrit résolument dans le développement durable. C'est aussi pour cela que nous avons voulu être partenaires de la table ronde.

Voir aussi : page 66

Interview de Madame Victoria-Feser, doyenne du GSEM par le journal AGEFI

2. TABLE RONDE

Elle a été animée par Richard WERLY, journaliste et représentant du journal suisse Le Temps à Paris

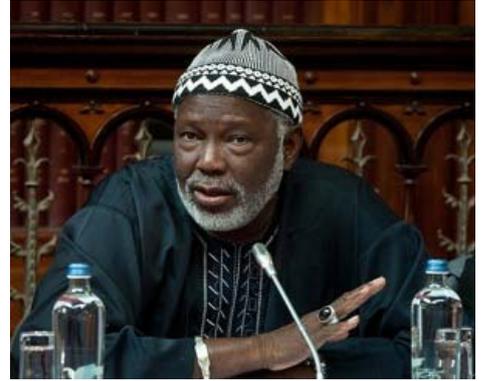
Il s'est déroulé de la façon suivante :

- Une introduction du modérateur et la présentation des membres de la table ronde
- La prise de position de chaque membre de la Table Ronde
- Un débat concernant les enjeux et les possibilités de coopération entre organisations de producteurs, gouvernements du Nord et du Sud et l'OMC



a) Extraits du point de vue de Mamadou CISSOKHO, Président Honoraire du Réseau Ouest africain des producteurs ROPPA, Sénégal

Après avoir remercié, les organisateurs de cette Table Ronde importante car elle permet à tous les partenaires de dialoguer et exprimé sa gratitude aux autorités universitaires, genevoises et suisses pour tout le soutien qu'ils accordent à l'Afrique et aux paysans africains, Mamadou CISSOKHO, a posé quelques affirmations importantes :



Il constate d'abord « une grande insuffisance de la reconnaissance de nos façons de vivre ».

Notre façon de travailler pour nous paysans africains, repose sur le modèle d'une agriculture familiale. Nous avons notre conception du monde ; notre culture, mais « on est passé par la mauvaise porte ».

Notre espace a été occupé ! Nous avons des millions de ruminants au Sénégal et donc pas de terres libres pour faire autre chose. Mais on nous a imposé d'autres cultures (arachides, coton). Pourquoi devons-nous avoir la même façon de construire nos maisons ? On doit accepter nos différences !

« On ne peut pas faire une nation quand on a faim ! Il y a eu une rupture entre les populations et les gouvernements (du Nord et du Sud). On nous a imposé des cultures qui ne nous nourrissent pas et on doit importer notre riz alors que nos terres peuvent en produire bien davantage ».

« Nous avons été pillés par des accords de coopération qui n'en étaient pas ! L'aide reçue en contrepartie est insignifiante par rapport aux pillages de nos ressources ».

Et ne nous dites pas que nous voulons rester uniquement dans nos traditions. Oui nous les respectons et voulons vivre au 21e siècle et accepter certaines de ses contraintes, mais respectez notre souveraineté, et accepter vous aussi que notre priorité est celle de nous nourrir ! »

- « Les solutions doivent être négociées avec les paysans ! »
- « Acceptez que nous défendons nos valeurs. L'Afrique est la Mère de l'Humanité ! »
- « Nous sommes ce que nous mangeons ! »

« Et nous voulons contrôler comment seront exploitées nos richesses et nous demandons à nos gouvernants de le faire quand ils signent des contrats de coopération ou d'exploitation de nos richesses du sol et du sous-sol ! ».

b) Extraits du point de vue de Déo NYIONKURU, Secrétaire Général d'ADISCO, représentant la Confédération des Caféculteurs du Burundi

Le café constitue au Burundi à la fois la principale ressource monétaire pour 55% de la population Burundaise et pour l'Etat qui en tire 60 à 80% des devises.

Introduit par les missionnaires catholiques en début du 20ème siècle, le café était traité par la voie semis sèche et exportée par les commerçants grecs.

C'est à partir des années 1976 que l'Etat du Burundi sur un prêt de la Banque mondiale construit des stations de dépulpage et de lavage afin de produire un café « fully washed » de meilleure qualité. La filière est donc étatisée et fait face à de nombreuses difficultés en particulier dans les années 80 lorsque les cours mondiaux du café s'effondrent. Ce prêt sera remboursé par un prélèvement sur prix du kilo vendu par les paysans

C'est en 1996 que l'Etat confie la gestion des stations de lavage à des sociétés mixtes : les SOGESTAL. La gestion ne s'améliore pas et l'Etat est obligé de garantir les crédits de campagne et le risque de change des SOGESTAL auprès des banques pour des montants de plus en plus élevés ; la production s'effondre et l'outil industriel se dégrade sans cesse de sorte que la privatisation devient inévitable.

Entre temps en 2004 est née la Confédération Nationale des Caféculteurs (CNAC) du Burundi après un processus de structuration de dix ans. En 2004, la filière est libéralisée et le Président de la République reconnaît officiellement la propriété du café aux paysans. C'est alors que les SOGESTAL et la CNAC instaurent un comité de commercialisation qui utilise le fonds de stabilisation pour garantir les crédits bancaires et met en place un système d'encadrement en vue d'améliorer la production.

Malgré le succès de cette réforme, la Banque mondiale impose la vente de l'outil industriel aux multinationales avec une part réservataire de 25% aux coopératives de café ; seule WEBCOR, une multinationale suisse achète 3 lots de 13 SDL, malgré les protestations des paysans qui considèrent que les SDL lui appartiennent suite au remboursement du crédit contracté pour les construire.

S'engage alors un bras de fer entre les paysans et le Gouvernement poussé par la Banque mondiale qui utilise des pressions extrêmes : conditionnalités sur l'aide budgétaire, sur des projets y compris de soins de santé pour les enfants de moins de cinq ans, atteinte du point d'achèvement de l'initiative IPSTE etc. que le Gouvernement ne peut supporter.

Les paysans refusent la part réservataire et se mettent à construire leurs propres SDL avec le soutien d'ONG Belges (Surtout Solidarité socialiste) et du Fonds international de garantie.

C'est alors que les paysans avec l'appui d'ONG burundaises (ADISCO et INADES) en intelligence avec des ONG européennes et en particulier Solidarité socialiste et IRED décident de s'en remettre au Commissaire des Nations Unies sur le droit à l'alimentation qui démontre que la stratégie de privatisation contribue à affamer les populations burundaises.

Après quelques protestations de la Banque Mondiale et le Commissaire produit confirme sa position et porte la question devant le Secrétaire Général des Nations Unies. Les paysans de leur côté accélèrent la construction de stations de lavage en diversifiant les sources et commencent ainsi à contrôler la matière première autour de ces stations. La banque prend alors conscience de la force des paysans et des ONG et entame des négociations avec les paysans.



Les paysans acceptent la part réservataire de 25% dans les stations déjà vendues et 30% dans celles qui le seront plus tard et en contrepartie reçoivent sans compétition 32 stations de lavage de leur choix, mais qu'ils devront payer au travers d'investisseurs d'impacts. À nouvelle configuration de la filière se présente ainsi : un organe de concertation de tous les acteurs : l'intercafé ; une autorité publique de régulation: l'ARFIC ; une assez forte présence du secteur privé avec des multinationales très fortes (SUCAFINA, WEBCOR, OLAM) qui en général contrôlent toute la chaîne de valeur ; quelques privés burundais à influence variable dont plusieurs ont déjà cédé des stations aux multinationales, les coopératives qui ont construit leurs stations et leur union le COCOCA (30 stations), les coopératives qui vont prendre la part réservataire (alliés aux privés : 60) ; les coopératives qui vont acquérir les 30 stations de lavage, sans oublier les investisseurs d'impacts

Il faudra néanmoins rester vigilant : malgré l'appui des investisseurs d'impact, la gestion d'une filière aussi complexe exige beaucoup de doigté et de compétences. Que se passera-t-il à leur départ? Il ne faudrait pas qu'ils deviennent trop gourmands et prennent des commissions trop élevées et il n'est pas impossible que les multinationales décident d'offrir des prix plus élevés pour couler les stations paysannes pour pouvoir les racheter.

Malgré ces points de vigilance, il s'agit à coup sûr d'un des meilleurs succès paysans dans le monde.

L'autre combat paysan au Burundi aura été celui des importations massives du riz. Le Burundi est quasi autosuffisant en riz. La production a connu une évolution spectaculaire de plus de 80% sur vingt ans et les potentialités de production et de consommation sont énormes. Le pays peut facilement cultiver 50.000 hectares et produire plus de 400.000 tonnes par an. Le pays connaît d'ailleurs parfois des productions invendues surtout lorsque l'armée et la police décident de s'approvisionner à l'étranger. Malgré cette situation, le pays fait face à des importations croissantes de riz surtout du Pakistan (malgré un Tec de 75% imposé par l'EAC) et des pays comme le Japon offrent régulièrement des dons de riz aux pays qui cassent les prix locaux.

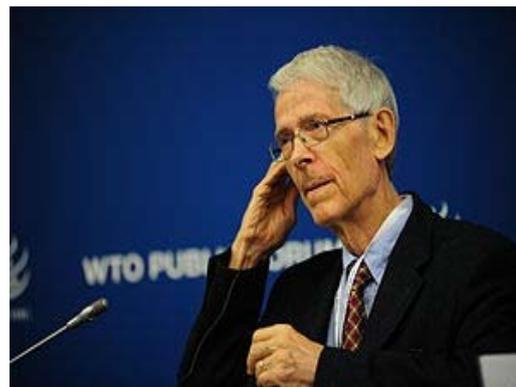
C'est face à ces menaces que la société civile burundaise s'est mobilisée et a obligé l'Etat à vendre le don de riz japonais au prix de celui du riz local et aussi a obligé les corps de défense à acheter sur le marché local.

Ces deux expériences illustrent que de graves problèmes qui handicapent le développement de l'agriculture au Sud viennent du Nord (dons, privatisations, dumping, subventions exagérées etc.).

Les organisations du Sud sont donc incapables de trouver une solution et ont besoin de fortes alliances avec le Nord pour y faire face.

c) Point de vue du Professeur Jacques BERTHELOT, Economiste, ancien Maître de conférences à l'Université de Toulouse

- Lire d'abord page 61-63, l'Interview du Professeur Berthelot
- Page 21, l'Exposé au séminaire international sur les défis (Dossier disponible au secrétariat)



Puis ses commentaires :

L'objectif de la table-ronde était d'identifier de possibles convergences entre une assez large catégorie d'acteurs impliqués dans la promotion du développement agricole de l'Afrique sub-saharienne (ASS), afin d'aider les responsables de l'IPD (Samuel KAMDEM, Fernand VINCENT) à adapter leur stratégie de formation aux besoins actuels et à moyen terme de l'ASS et d'en faire un catalyseur de ces multiples intervenants : leaders d'organisations paysannes (Mamadou CISSOKHO, Président d'honneur du ROPPA) ou d'ONG d'appui à celles-ci (Déogratias NYIONKURU d'Adisco au Burundi et de plusieurs ONG suisses), chercheurs universitaires (Marcelo OLARREAGA, Jacques BERTHELOT), ambassadeurs auprès des institutions internationales à Genève (Ambassadeur de l'Union Africaine à l'ONU et Nicolas IMBODEN, ancien ambassadeur de la Suisse à l'OMC et Président d'IDEAS Centre), opérateurs privés du commerce international des matières premières agricoles (Stéphane GRABER), organismes de formation de longue durée ou de séminaires de courte durée (IPD, Université de Genève et les ONG d'appui d'Europe et d'ASS).

Grâce à l'efficacité de l'animateur du débat, Richard WERLY, la table-ronde a permis des échanges très animés entre les panélistes et avec la salle. Elle a évité les risques d'en rester à des généralités consensuelles mais a néanmoins permis, en dépit de positions parfois nettement contradictoires, d'aboutir à une convergence de vues sur la nécessité de répondre, dans une démarche « bottom-up », aux besoins de formation exprimés par les OP et ONG d'ASS, en donnant la priorité aux besoins urgents de séminaires courts adressés aux leaders des OP et ONG d'ASS ainsi qu'aux hauts fonctionnaires des ministères concernés par les négociations commerciales agricoles internationales (Commerce international, Affaires étrangères, Finances, Agriculture). Rappelons que l'urgence de ces séminaires est liée à l'actualité des négociations tant des APE (Accords de partenariat économique entre l'UE et les groupes régionaux des pays ACP, en voie hélas de finalisation) qu'à l'OMC puisque les débats en cours à son Comité spécial sur l'agriculture portant sur l'adaptation des règles de l'Accord sur l'agriculture (AsA) ont l'ambition de finaliser un nouvel AsA pour la Xème conférence ministérielle de l'OMC à Nairobi début décembre 2015. Malheureusement les Etats d'ASS sont quasiment absents de ces négociations, certes pour des raisons tenant au manque de moyens en personnel des Ambassades d'ASS à Genève mais aussi à leur manque de maîtrise des règles de l'OMC et des énormes risques liés à la signature des APE régionaux du fait des multiples séances de lavage de cerveau, dites de « mise à niveau », organisées à leur intention par l'OMC, la Commission européenne et ses Etats membres, l'OCDE, la Banque mondiale et la FAO. Quant aux OP et ONG d'AsA elles ont aussi besoin d'améliorer leur maîtrise de ces négociations, ne serait-ce que pour faire pression sur leurs responsables politiques nationaux et régionaux qui négocient ces règles à Bruxelles et Genève.

d) Point de vue du Professeur Marcelo OLLAERREGA, GSEM/UNI-Genève

- Le problème de sécurité alimentaire est un problème de pauvreté, et non pas un problème de manque d'aliments, comme les travaux d'Amartya Sen de l'Université de Harvard sur les famines en Inde l'ont montré.
- Tout ce qui contribue aux réductions de la pauvreté conduira donc à plus de sécurité alimentaire
- Tant que le commerce international contribue à la réduction de la pauvreté il sera un moteur de sécurité alimentaire.
- Mais ceci ne veut pas nécessairement dire que toute forme de commerce doit être encouragée. Ce qu'il faut promouvoir c'est un commerce qui donne plus d'accès aux marchés internationaux aux individus les plus pauvres, afin que les petites entreprises moins productives puissent bénéficier des grands marchés globalisés tout comme les grandes entreprises multinationales.
- Comment faire ceci? Des réformes commerciales qui tiennent compte des intérêts économiques des plus pauvres est une possibilité et ce qu'on a exploré pour l'Afrique Sub-Saharienne dans un travail récent avec Alessandro Nicita et Guido Porto dans le Journal of International Economics. Dans cette étude nous avons montré que dans un pays comme le Ghana une élimination de tarifs et barrières non-tarifaires imposés par le gouvernement du Ghana diminuerait le revenu des plus pauvres et augmenterait le revenu des plus riches de plus de 6%. Ce type de réforme peut avoir des impacts différents à long terme, mais à court terme elle n'aide pas à la diminution de la pauvreté et ne contribue donc pas à la sécurité alimentaire.
- L'encouragement des petites entreprises à des plateformes d'échange électronique du type eBay, Amazon ou Alibaba peut être un moteur important à travers lequel les petites entreprises peuvent avoir accès facilement à des marchés globalisés. Les mécanismes de création de réputation de ces plateformes tel que les statuts de "powerseller" permettent également aux petits producteurs de créer une bonne réputation facilement et à des coûts relativement bas. En donnant accès à des petits producteurs (souvent moins productifs) à des marchés globaux ces plateformes contribuent à augmenter leur revenu et à diminuer la pauvreté et les inégalités.
- Finalement le type de commerce qu'il faut encourager est un commerce où les règles de concurrence sont respectées. Les travaux d'Alain McLaren de l'Université de Genève ont montré que les petits producteurs agricoles des pays en voie de développement font souvent face à des grandes multinationales qui exploitent leur pouvoir de marché en transmettant que partiellement les augmentations de prix mondiaux aux petits producteurs, tout en transmettant de façon complète les baisses des prix mondiaux. Cette asymétrie dans la transmission des prix se fait au détriment des petits producteurs.
- Pour conclure, afin d'atteindre des objectifs de sécurité alimentaire il faut se concentrer sur la réduction de la pauvreté et pour cela ce qu'il faut c'est plus de commerce et non pas moins de commerce. Mais il faut un commerce qui tient compte des intérêts des plus pauvres.



e) Résumé du point de vue du SE Jean Marie EHOZOU, ambassadeur de l'Union Africaine

L'ambassadeur de l'Union Africaine est intervenu en faisant deux remarques :

- "L'aide de la Chine est beaucoup plus souple que celle des pays occidentaux et en particulier celle de la Banque Mondiale". Elle est très efficace dans le domaine des infrastructures. Il est vrai cependant que dans le domaine agricole, la Chine cherche son intérêt qui est d'exploiter des terres partout dans le monde pour nourrir sa population. Elle achète aussi nos terres, produit avec son propre personnel et exporte le tout chez elle. Ce type de coopération n'est pas bon.
- Mon autre remarque concerne la formation. Je ne suis pas d'accord qu'il faille ne former que des cadres de terrain. L'Afrique a besoin de cadres supérieurs (MA, PHD) et de recherche fondamentale, sinon vous continuerez à nous imposer ce que vos cadres supérieurs auront décidé. Donnons à l'Afrique les hommes et les femmes dont elle a besoin pour élaborer les politiques, les stratégies et les méthodes de notre propre développement et prendre les décisions qui lui sont favorables.



« En ce qui concerne le commerce international, soyons réalistes, ne placez pas sur la même ligne de départ un athlète professionnel et un débutant. Nous savons d'avance qui va gagner !

L'OMC est le Club des riches du Nord, pas notre Club. Nous sommes toujours perdants. Voyez le dossier coton que je connais bien. Finalement, nous avons perdu et les décisions des USA (subventions à leurs cotonniers) ont été imposées au détriment des producteurs africains ! »

« Nous importons trop de nourriture. Nous devons produire chez nous et supprimer ces importations. Nous devons orienter nos politiques de développement agricoles vers le vivrier.

Par ailleurs, nous exportons la plupart du temps des produits bruts, non travaillés. Les usines de coton ou de café que nous avons construites au moment des indépendances ont été fermées. Nous ne donnons pas à nos produits bruts la plus-value qui est nécessaire qui vient de leur transformation sur place et qui crée les emplois tant attendus des jeunes ; ceux-ci n'ont alors d'espoir que de risquer leur vie en traversant les mers pour se rendre en Europe. »

« Nous vivons dans une économie de rente. Nous exportons nos matières premières et nous importons des produits finis ! »

Evitons d'appliquer les règles de l'OMC qui permettent d'importer des poulets congelés quand les « poulets bicyclettes » de nos marchés sont meilleurs !

Repensons nos modèles et produisons d'abord ce que nous mangeons. Nous avons des terres fertiles en quantité, des cheptels qui peuvent nourrir tous les Africains, alors mettons-nous au travail pour être d'abord auto-suffisants en nourriture. Alors, nous pourrons produire pour l'exportation.

f) Point de vue de Mr Stéphane GRABER, Secrétaire Général de la Swiss Trading end Shipping association (STSA)

Pourquoi les négociés s'intéressent-ils à la durabilité et à une bonne relation avec les producteurs?

Le modèle économique des négociants de matières premières repose sur des partenariats de qualité !



- Le modèle économique des négociants repose
 - Sur la gestion des risques opérationnels et financiers liés à une transaction physique
 - Sur la capacité à anticiper et adapter la chaîne logistique aux attentes et besoins des producteurs et des clients
- Ces activités sont réalisées et déployées depuis la Suisse
- Les activités des négociants sont soumises à des facteurs exogènes
 - Conditions-cadre dans les pays de production:
 - Cadre réglementaire
 - Qualité des infrastructures
 - Interventionnisme et protectionnisme grandissant des Etats
 - Barrières commerciales et limitation des exportations
 - Subventions de certaines matières premières au détriment d'autres
- Ces facteurs sont autant de sources de complexité auxquels sont confrontés les négociants
- Le bon fonctionnement de l'activité de négoce requiert
 - Des sources d'approvisionnement stables et durables
 - La plupart des producteurs mondiaux de matières premières agricoles sont des petits producteurs
 - Assurer l'accès au marché des matières premières produites
 - Des partenaires commerciaux fiables et compétents
 - Des informations partagées par l'ensemble des acteurs
- La vraie problématique :
 - Le manque des investissements dans l'agriculture
 - Le vieillissement de la population agricole, par exemple en Côte d'Ivoire :
 - Age moyen des paysans : > 40 ans
 - 30% des paysans > 50 ans
 - 40% des paysans > 40 ans
 - Le manque d'attractivité pour la carrière agricole

Promouvoir un commerce plus durable grâce au dialogue entre toutes les parties prenantes

Deux tendances sont observées en termes de durabilité:

1. Les produits du commerce équitable ont intégré les circuits de distribution classiques et font partie du commerce international
 - Demande des consommateurs
 - Contribution des négociants dans la promotion et la diffusion de ces produits dans les circuits de distribution mondiaux

2. Les entreprises de négoce de matières premières face aux conséquences des changements climatiques et du réchauffement ont été amenées à s'interroger sur leurs responsabilités sociales et environnementales. Elles s'agissent ainsi par:

La mise en place de politiques internes

- Par exemple: renforcement des services de compliance, codes de conduite, formation du personnel

Le dialogue avec les producteurs via des plateformes multipartites

- Selon le type de matières premières, selon le mode de production, selon le mode d'organisation des producteurs
- Par exemple: Better Cotton Initiative, Competitive African Cotton Initiative, Roundtable on Sustainable Palm Oil, Sustainable Rice Platform

Les partenariats individuels avec des communautés, des coopératives de producteurs, des organisations internationales et des ONG locales pour permettre de reconnaître les propres modes de vie (exploitations familiales)

- Effet de levier des investissements des entreprises combinés avec les investissements publics
- Transfert de connaissance : investissement pour réduire les pertes (stockage, transport) et éliminer le gaspillage.

Le dialogue avec les autorités

- Dans les pays producteurs et en Suisse
- Par exemple: dialogue multipartite de mise en œuvre des principes de Ruggie

L'Objectif pour le négociant étant l'atténuation des risques liés à son activité

g) Point de vue de Mr. Nicolas IMBODEN, Directeur Général d'IDEAS Centre et ancien ambassadeur de la Suisse auprès de l'OMC

L'ambassadeur Imboden s'est surtout référé à ce qu'a dit son voisin et ami Mamadou Cissokho, délégué paysan du Sénégal.



« Nous avons tous notre mode de vie et nous voulons tous développer notre pays. Mais il y a un fait c'est que l'Afrique ne se nourrit pas. Et cela est anormal, nous le reconnaissons tous. L'agriculture familiale doit être développée davantage. L'Afrique est riche et peut donc se nourrir ; nous devons l'aider à en prendre les moyens ».

« Mais il nous faut des échanges et cela exige des règles. C'est ce qu'a essayé de faire l'OMC. Dans les échanges, il y a un rapport de force entre l'offre et la demande et cela conditionne les prix. L'OMC a été créée par les pays du Nord pour répondre à leurs besoins et défendre leurs intérêts. A vous maintenant de définir vos priorités et défendre vos intérêts ».

« Faites donc des propositions de modifications pour améliorer les règles existantes. Le mieux est de travailler à l'intérieur de l'organisation plutôt que de rester à l'extérieur ».

« Vos gouvernements doivent agir à l'OMC puisqu'ils vous représentent ; ils ont besoin de vous ; faites pression sur eux avec vos propositions. Dans le cas coton, vous avez du reste su comment faire pression sur vos partenaires. Continuez ! »

« Et en ce qui concerne la formation de vos cadres, soyez pratiques, proches des réalités du terrain, c'est comme cela que vous formerez ceux qui négocieront pour vous aux niveaux local et international ».

h) Principales questions et leçons tirées du débat de la Table Ronde

- Les délégués des paysans du Sud ont manifesté clairement la nécessité de retrouver leur identité, leurs valeurs et de bâtir une économie et une agriculture qui répondent à leurs besoins personnels et collectifs.
- Que cette agriculture soit d'abord une agriculture familiale
- Que le commerce soit d'abord à l'intérieur du pays, sur les marchés locaux, puis entre les pays africains. Le commerce international est nécessaire, il est source de revenus, de devises et de développement s'il est bien organisé
- Le commerce international crée la croissance économique et est un instrument de lutte contre la pauvreté. Il crée ou renforce souvent la classe moyenne de citoyens qui accèdent à des ressources financières nouvelles permettant ainsi de s'acheter des biens nouveaux
- La question des risques courus par les entreprises multinationales et des règles contraignantes des entreprises multinationales est réelle, même si celles-ci peuvent se couvrir contre ces risques par des assurances, alors que les populations courent elles aussi des risques qu'elles ne peuvent couvrir (climat)
- Un long débat s'est instauré entre les partenaires de la Table Ronde au sujet de l'appartenance ou non à l'OMC. Il a été reconnu que l'OMC a été créée par les pays du Nord et les multinationales pour leurs propres besoins stratégiques et que les pays du Sud (gouvernements) et, plus encore les OP, sont marginalisés dans les décisions prises. (par exemple : les négociations sur le coton et les subventions accordées à l'agriculture)
- Les représentants des OP ont clairement affirmé leur manque d'intérêt à négocier au sein de l'OMC à laquelle ils adressent des reproches sévères, alors que d'autres intervenants (IDEAS Centre) leur conseillaient de travailler de l'intérieur pour faire évoluer l'organisation.
- La question de la spéculation sur les prix des matières premières a été abordée. Certains mécanismes financiers (Hedge Funds) ont été condamnés car ils représentent précisément les instruments de cette spéculation.
- La question de la formation des négociateurs a été posée. Plusieurs intervenants ont insisté pour que ces formations répondent d'abord aux besoins immédiats des experts engagés dans ces négociations, qu'elles aient lieu en Afrique et en cours d'emploi.

- Le Représentant de l'Union Africaine est intervenu avec vigueur pour demander que des formations de niveau supérieur (Masters et Doctorats) et de longue durée soient également organisées car l'Afrique, ses gouvernements et ces OP doivent pouvoir négocier à niveau égal avec ceux du Nord.
- Les délégués africains (gouvernements et OP) ont demandé qu'une plus grande maîtrise des filières soit assurée par les nationaux de façon à améliorer les prix des produits en y incluant une plus-value nouvelle (transformation des produits). Il a par exemple été cité le chiffre de 7% représentant le pourcentage du prix payé au paysan par rapport au prix final du café vendu en Europe. Cela amène à comprendre qu'une augmentation de 2-3% du prix au paysan est possible sans perturber le marché et les bénéfices réalisés par les différentes opérations de la filière.
- La question de la coopération internationale a été abordée. Le système apporté par la colonisation (pays du Sud fournisseur de matières premières et acheteurs de produits finis) a été critiqué. La coopération avec la Chine, si elle comporte des dangers certains, est toutefois beaucoup plus souple que celle de l'Occident et l'arrivée des pays émergents pose question



i) Conclusions de la Table Ronde

- Tous les participants et les auditeurs ont relevé l'importance de ces travaux basés sur le constat que producteurs locaux, leurs gouvernements, ceux du Nord, entreprises multinationales et organisations internationales sont placés devant l'impérative nécessité de travailler ensemble et que les affrontements ou les marginalisations de certains ne peuvent créer que des problèmes difficiles à résoudre. Les participants et le public ont apprécié l'objectivité de l'approche utilisée dans l'organisation de ces trois activités qui ont célébré le 50e anniversaire de l'IPD et se sont félicités d'entendre que cette « façon de travailler ensemble » sera développée. Le win/win est difficile à réaliser ; il peut toutefois commencer par des actions précises et concrètes sur le terrain. La coopération entre nous est une obligation.
- La nécessité de travailler vers un « modèle de développement » plus respectueux de tout l'Homme et de tous les Hommes se fait sentir, car les abus ont créé des problèmes et des comportements sociaux inacceptables pour notre société. Le respect de l'identité et des droits de chacun est essentiel. La lutte contre les inégalités un devoir.
- Il est toutefois nécessaire de faire évoluer les systèmes de production, de commerce et de négociations si on veut répondre aux besoins des populations et de leurs gouvernements et éviter des crises sociales dangereuses.
- La propriété des ressources et des biens (terres, eau, sous-sol, air) est à repenser, ainsi que la répartition plus juste des recettes.
- Une relation plus étroite doit être organisée entre la société civile du Sud et celle du Nord (et Sud/Sud) afin de professionnaliser leurs stratégies pour peser davantage dans les négociations internationales.
- Mme la Doyenne du GSEM a ajouté avec raison cette conclusion importante : Le rôle que joue le milieu académique représente une plus-value quasi gratuite (un service) pour un développement durable de notre société. Le milieu académique agit dans la formation de nos jeunes, formation qui ne peut être de qualité que si nos professeurs sont reconnus pour leurs travaux de recherche fondamentale de haut niveau (donc connectés aux autres chercheurs de la planète et au savoir expert). Ces jeunes se retrouveront un jour et pour certains, dans des positions de décideurs importants. Il agit aussi dans la production d'études objectives et impartiales, qui peuvent/doivent servir les preneurs de décision à tous les niveaux. Le monde académique, a fortiori la GSEM, s'inscrit résolument dans le développement durable. C'est aussi pour cela que nous avons voulu être partenaires de cette Table Ronde.

V. ème partie : Conclusions et plan d'action pour le futur

1. CONCLUSIONS GENERALES

Par Fernand VINCENT, Fondateur de l'IPD et Président de sa Fondation

2. PLAN D'ACTION POUR LE FUTUR

PROJET No 1 :

Un Service International d'appuis aux organisations paysannes du Sud

- Pourquoi créer le SIAOP ?
- Les besoins exprimés par les OP
- Le projet du SIAOP
 - Les objectifs globaux du SIAOP
 - Les objectifs spécifiques
- Les partenaires du SIAOP
- Organisation
- Secrétariat et centre d'appuis

PROJET No 2 :

Un Programme de formation dans le Sud et dans le Nord

- Quelle formation et où ?
- Le programme de formation proposé
 - Des séminaires sous régionaux, en Afrique, en cours d'emploi
 - Des séminaires en cours d'emploi, à Genève
 - Des formations de niveau supérieur et de longue durée (Masters, Doctorats)
- Esquisse du contenu de la formation « Négociations et commerce international des produits agricoles », à dispenser (premières idées)
- Comment réaliser ces formations ?
- Etudes et Recherche
- Message de Mamadou CISSOKHO à Fernand VINCENT après ces trois activités

1. CONCLUSIONS GENERALES

Par Fernand **VINCENT**, Fondateur de l'IPD et Président de sa Fondation

« Aller plus loin encore : Repenser notre modèle actuel de production, de commercialisation et de consommation des produits agricoles »

Le message de l'exposition AfricAura, les conclusions des débats du séminaire international sur « la place du Sud dans les négociations internationales » et la Table Ronde à l'Université sur le thème du « Commerce international des produits agricoles, sécurité et souveraineté alimentaires » nous laisse un message assez clair : Il faut repenser le modèle actuel de développement agricole du monde et la commercialisation internationale de ces produits.

Les inégalités constatées (insécurité alimentaire ; prix de produits trop faibles et ne couvrant pas les efforts du travail des paysans ; pouvoir d'achat de certaines couches de la population ; volatilité des prix et spéculation en bourses – hedge funds- etc.) ne sont plus acceptables. Nous devons nous asseoir et chercher ensemble des solutions où le producteur est respecté, le travail rémunéré de façon équitable et le commerçant rémunéré justement.

Cela exige, non seulement d'agir sur le commerce international, mais à plusieurs niveaux.

La population mondiale de 2050 sera, selon la FAO, de 9,1 milliards de personnes ; la production agricole devra alors augmenter de 70 %, entre 2005/7 et 2050, dans les pays du Nord et presque doubler dans les pays du Sud ! La production de céréales devrait augmenter de près d'un milliard de tonnes et celle de viande de près de 200 millions de tonnes) pour être nourrie normalement. Que faire alors ? Nous n'avons pas d'autres alternatives que de changer notre politique actuelle.

- Agir sur la production dans les villages, auprès des femmes, principales productrices de vivrier, par une agriculture familiale efficace. Les politiques agro-industrielles, promues actuellement par certaines agences internationales dans quelques pays africains n'ont pas d'avenir à long terme. Elles détruisent les sols et les paysans se voient obligés d'acheter leurs semences et les produits phytosanitaires et engrais, d'où un endettement à long terme.
- L'agriculture familiale devrait, en priorité, produire du vivrier pour nourrir les populations locales
- Interdire la production de produits agricoles pour les agro-carburants (maïs par exemple) ou limiter la production soja pour les animaux dans les pays qui n'arrivent pas à produire pour nourrir leur population
- Se réappropriier certaines étapes des filières de transformation qui apporteront une plus-value locale indispensable et des revenus nouveaux distribués localement

- Donner la priorité aux marchés locaux, aux échanges avec les régions déficitaires et ensuite avec les pays du Sud et du Nord déficitaires en production agricole.
- Dans le Nord, et dans le Sud aussi, il nous faut changer les habitudes de consommation : moins de viande (toujours selon la FAO, il faudrait entre 5000 et 20.000 litres d'eau pour produire un kilo de viande de bœuf ; ou encore 4 à 10 protéines végétales pour produire une protéine animale !).
- Moins gaspiller (en Suisse par exemple, chaque année se sont plus de 765.000 tonnes de substances organiques qui finissent dans les poubelles, selon une récente étude de l'université de Bâle, Joao Almeida)
- Cela ne veut pas dire que les politiques de développement agricole ignorent la nécessité d'exporter certains de leurs produits et donc de produire aussi pour l'exportation. Les populations achètent des biens de consommation venant de l'extérieur, les Etats ont besoin de devises pour équilibrer leur balance commerciale ; il faut développer les échanges avec l'extérieur et coopérer avec toutes les entreprises qui fourniront aux populations et aux pays des recettes nouvelles et nécessaires, la mondialisation l'exige.
- En conséquence, les gouvernements locaux doivent élaborer des politiques nouvelles de production et d'exportation. Ils devront cesser de vendre leurs terres et élaborer les réformes agraires nécessaires pour que celui qui travaille la terre puisse en être propriétaire.

Beaucoup d'entre nous sont déjà engagés avec efficacité dans ces changements : éco-agriculture ; banques de semences locales ; système d'amélioration de la production, du stockage et de la productivité ; amélioration du commerce local, accès au crédit ; financements éthiques à la disposition des producteurs auxquels les banques refusent de prêter ; lutte contre le gaspillage dans la consommation dans le Nord ; politiques win/win avec certaines entreprises internationales, etc.

Nous avons donc encore beaucoup de travail à effectuer. Nous devons le faire ensemble.

L'Institut Panafricain pour le Développement et sa Fondation se sont engagés dans cette voie. Avec leurs partenaires du Sud comme du Nord, ils croient que l'Afrique a un avenir, non seulement dans l'exploitation des richesses de son sous-sol, mais aussi dans la mise en valeur de la richesse de ses terres. L'afro-pessimisme est derrière nous ; l'avenir devant nous.

Pour que les travaux de ces trois évènements aient une suite et des engagements pratiques, il a été proposé et accepté de lancer deux activités décrites ci-après :

2. PLAN D'ACTION POUR LE FUTUR

Projet No 1 : LE SERVICE INTERNATIONAL D'APPUIS AUX OP (SIAOP)

Pourquoi créer le SIAOP ?

Il existe déjà un nombre important d'organisations du Nord qui militent en faveur de partenaires du Sud qui cherchent à faire entendre leur voix au niveau international. Ces organisations, avec lesquelles le SIAOP coopérera évidemment, font un travail remarquable. Ces ONG sont dirigées par des intellectuels militants qui ont souvent pour soucis de critiquer les modèles dominants et de changer les comportements dans leur propre pays (du Nord) et sur le plan international. Ce travail doit être renforcé. Le SIAOP en a besoin. Des accords de coopération seront signés avec certains d'entre elles.

Le rôle du SIAOP est différent. Il part d'une réflexion qui s'inscrit dans une stratégie pensée et gérée par les OP du Sud.

Cette stratégie a été conçue par ces OP/Sud en partant des faits suivants :

- Les terres, les ressources de l'agriculture, de l'élevage et du sous-sol et l'eau sont des biens communs qui appartiennent d'abord aux populations qui habitent et exploitent ces terres. Les produits de ces biens communs sont donc avant tout la propriété de ces habitants, de leurs organisations et des gouvernements locaux.
- Ces biens ne sont pas « commercialisables » (terres, eau, sous-sol).
- L'exploitation des ressources de ces biens communs doit d'abord profiter aux populations qui sont sur ces sols.
- Or, l'exploitation actuelle de ces ressources s'effectue dans des conditions inacceptables pour les populations qui n'ont pas droit à la parole et sont rarement consultées. Les gouvernements qui négocient mal avec les multinationales ou les pays riches voient avant tout leurs avantages financiers et les retombées pour les populations sont presque inexistantes.

Cette situation n'est pas acceptable. Les OP doivent agir aux niveaux local, régional et international pour revendiquer leurs droits, avec les gouvernements quand cela leur est profitable, sinon seuls, en réseaux d'organisations N/S de la société civile.

L'objet de cette note consiste à aider les populations locales à se réappropriier ces biens communs et de créer les institutions nécessaires pour les gérer.

Les besoins exprimés par les OP

Les rencontres de février nous ont permis de clarifier deux pistes complémentaires, à savoir :

- Les ateliers de sensibilisation pour la mobilisation des Exploitations familiales dans la défense de leurs intérêts. Cela doit se faire avec le partenariat entre les Réseaux de paysans et producteurs (Demandeurs) avec les négociateurs nationaux, régionaux, les Institutions Nationales et Régionales engagées sur ces chapitres, mais aussi des structures Européennes et internationales engagées (IDEAS Centre, IRED/SIAOP, ONG, Universités ...)
- Ces formations doivent être réalisées dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, centrale, et d'autres régions intéressées. Elles se feront en partenariat multi acteurs avec un rôle central (Jacques Berthelot - Cissokho, IRED/SIAOP, South Centre, IDEAS Centre)

En complément à ce processus et parallèlement, l'IPD, et ses partenaires, dont l'IRED et l'Université de Genève, proposeront des modules de formation répondant aux besoins de renforcement des capacités des fonctionnaires, et tous les autres Acteurs concernés par les négociations pour une planification du développement durable et consensuel. Les relations avec l'institut de Koffi Annan et la CNUCED seront importantes pour notre plaidoyer

Pour être capables de mener cette stratégie, les OP du Sud ont besoin de coopérer avec les ONG du Sud comme du Nord pour se renforcer.

Elles ont des besoins d'appuis de plusieurs ordres (ce sont les premières priorités qu'elles ont exprimées):

- Appuis en formation
- Appuis en information
- Appuis pour constituer des dossiers professionnels pour les négociations et les activités de lobbying
- Appuis pour leurs activités de lobbying
- Appuis et relations pour la mise en réseaux pour être plus efficaces

Ces appuis sont nécessaires à plusieurs niveaux :

- Au niveau local : populations, membres des OP, leaders locaux, personnels des projets
- Au niveau national : gouvernement, entreprises, multinationales présentes dans le pays, ONG et autres personnes demandant ces appuis
- Au niveau régional : organisations officielles régionales, banques régionales, OING
- Au niveau international : ONU et ses agences, Banque Mondiale, OMC ; entreprises multinationales exploitant ces ressources dans le Sud ou achetant les terres ou les minerais ou le pétrole/gaz ; et Banques de développement, banques privées ou autres institutions financières qui financent l'exploitation, la transformation, l'exportation et la vente de ces produits du Sud sur le plan international

Certaines OP du Sud ont déjà réalisé des activités de formation et de lobbying aux niveaux local et national, quelquefois aux niveaux régional et international. Elles doivent être renforcées pour acquérir le professionnalisme nécessaire pour peser sur les résultats des négociations avec les décideurs actuels (gouvernements, banques et multinationales).

Cette note concerne avant tout le rôle et la place du SIAOP dans cette stratégie.

Le projet du SIAOP

- Les objectifs globaux du SIAOP
 - Appuyer les activités de lobbying des OP/Sud, membres du SIAOP, ou de toute autre organisation qui milite en faveur de négociations plus justes au profit des populations locales du Sud, au niveau international surtout.
 - Apporter, sur demande des OP du Sud, son expertise en matière de formation pour les renforcer

- Objectifs spécifiques du SIAOP :
 - Préparer tout dossier de négociations sur le plan international, pour les leaders des OP du Sud qui viennent défendre leurs positions et faire des propositions alternatives. Réaliser des études sur demande pour une activité précise définie par l'OP/Sud
 - Mettre en relation et en réseaux les OP/SUD avec les partenaires Nord et agir ensemble pour constituer des forces qui pèseront dans les décisions concernant les propositions faites ou à étudier.
 - Conseiller et accompagner les leaders des OP/Sud dans les rencontres des partenaires internationaux : ONU et ses agences, OMC, BIT, CNUCED, etc. ; Multinationales et banques les finançant
 - Représenter, quand une OP/Sud ne peut être présente à Genève pour un évènement important, les partenaires qui en formulent la demande
 - Appuyer toute activité de formation de lobbying, au niveau national et régional sur demande de l'OP/Sud) et organiser des activités de formation aux négociations internationales, dans le Nord (Genève, Bruxelles, Washington, New York, Addis-Abeba et Nairobi) au profit des représentants des gouvernements du Sud (Négociateurs des Missions permanentes) et des ONG spécialisées en commerce international.

Les partenaires du SIAOP

L'initiative du SIAOP est partie d'une rencontre entre Mamadou CISSOKHO, Président du ROPPA et Fernand VINCENT, Président de la Fondation de l'Institut Panafricain pour le Développement et Fondateur du Réseau Mondial de l'IREC.

Plusieurs personnes, ayant une grande expérience du développement et très proches de leaders des OP/Sud se sont ensuite réunies à Bonneville et Genève (Ces personnes sont citées au début de cette note).

En février 2015, les participants au séminaire célébrant les 50 ans de l'IPD ont confirmé la nécessité de créer le SIAOP et ont confié à l'IREC le soin de lancer ce service en son sein.

Il est souhaité de distinguer, dans sa création juridique du SIAOP, que les membres de l'association soient des membres individuels qui n'engagent qu'eux-mêmes, même s'ils assument des responsabilités importantes dans les organisations auxquelles ils appartiennent. Les organisations (OP/ONG/autres) sont considérées par le SIAOP comme des partenaires d'un Réseau et ont des obligations et des droits à définir.

Un Comité de lancement sera créé et rendra compte à tous les intéressés qui ont déjà manifesté leur intérêt à coopérer

Organisation

Le SIAOP fonctionnera dans son démarrage de façon souple. Il bénéficiera de l'appui du Réseau Mondial de l'IRED et de son secrétariat de Genève dont il sera un Programme, avant d'envisager une autre structuration qui sera définie par l'action menée et les conclusions tirées des premières activités.

En conséquence, ce fonctionnement se traduira par les méthodes suivantes :

- par emails (coordination IRED Genève et/ou personne désignée par la Task Force)
- en réunissant certains membres qui participeront aux événements internationaux à Genève (Forum OMC, AG CNUCED ou autres)
- par Skype et un noyau de membres présents à Genève ou ailleurs
- ou par tout autre moyen approprié

Le SIAOP est géré par un Comité Exécutif qui sera progressivement constitué. Au démarrage, un Bureau de coordination est constitué de M. CISSOKHO, Déo NYIONKURU, Fernand VINCENT et Philippe EGGER. Le coordinateur de ce Bureau est Philippe EGGER.

Une Task Force du SIAOP sera également constitué progressivement pour conseiller le Comité.

Secrétariat et centre d'appuis

Le secrétariat du SIAOP est donc domicilié, dans sa période de démarrage, à l'IRED qui dispose de locaux à la place des Nations à Genève (face à l'ONU).

IRED bénéficie d'un statut international permettant à tout membre du SIAOP de disposer d'un « pass » pour entrer à l'ONU : statut ECOSOC, Statut d'expert à la CNUCED/UNCTAD, au BIT, à l'OMC, etc.

IRED pourra également mettre au service du SIAOP, dans la mesure de leur temps, ses personnels (documentaliste, informaticien, secrétaire volontaires) et ses relations de son réseau mondial.

IRED dispose aussi d'un site Internet qui donne accès à plus de 10.000 documents sélectionnés : voir www.ired.org, INFODOC. IRED dispose également d'équipements de secrétariat : photocopieuse, ordinateurs, scanners, etc. qui pourraient être mis à la disposition du projet.

Par ailleurs, Fernand VINCENT, IRED, a déjà rencontré le Directeur de la Genève internationale pour lui demander son appui, au même titre que celui accordé par le gouvernement genevois aux Missions diplomatiques des gouvernements du Sud établies à Genève. Il est probable que le gouvernement genevois mette gratuitement à la disposition d'IRED des locaux pour le secrétariat du SIAOP.

Quelle formation et où ?

Des discussions, il émerge qu'il est nécessaire de répondre à deux besoins en formation :

- Des formations en cours d'emploi
- Des formations supérieures (masters et doctorats)

Et que par ailleurs, il faut agir tant en Afrique qu'en Europe.

- En Afrique, pour former en cours d'emploi les cadres qui négocient ou préparent les décisions
- En Afrique et en Europe, pour former les cadres supérieurs qui sont les décideurs finaux des négociations

Le programme de formation proposé

- Des séminaires sous régionaux, en Afrique, en cours d'emploi

Pour les cadres des OP et des gouvernements ou autres institutions. Un cycle de formation de trois séminaires d'une semaine échelonnés sur deux ans pour 30 personnes. Les IPDR peuvent accueillir dans les campus régionaux les « étudiants » venant de l'extérieur et proposer leurs experts qui seront assistés par des consultants locaux et internationaux (Dirigeants d'OP, IDEAS Centre, Universités, ONG et autres experts)

- Des séminaires en cours d'emploi, à Genève

À l'intention des experts des missions permanentes et d'autres organisations (ONG, Multinationales, banques). Formule à élaborer en relation étroite avec l'Union africaine (UA), à l'intention des experts locaux, gouvernementaux ou autres, afin de leur permettre de mieux représenter leurs pays ou leurs organisations dans les négociations avec l'OMC et les autres agences onusiennes ainsi que les autres partenaires du commerce international.

- Des formations de niveau supérieur et de longue durée (« diplômantes » : Masters, Doctorats)

À l'intention des personnes, du Sud et du Nord, qui seront demain les cadres d'élaboration des politiques, des stratégies, du lobbying et des décisions pour leur pays, leur OP/ONG ou leurs entreprises. Cette formation pourra être organisée conjointement entre l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) et ses Instituts Régionaux et l'Université de Genève (GSEM).

La durée de la formation Masters II serait de deux ans et le déroulement de la formation s'effectuerait dans la structure d'emploi : 6 mois : préparation de la formation, e/learning et

coaching ; 12 mois dans un des IPDR de Douala (francophone) Buéa (anglophone), Ouagadougou (Francophone Sahel) et Maroc (Maghreb) et six mois à UNI-GE (formation globale, relations avec OMC et autres agences et soutien du travail final (mémoire). Le diplôme serait reconnu par l'IPD (Cames) et par UNI-GE. Les cadres retourneraient dans leurs structures professionnelles à la fin de leurs études.

Le Doctorat s'adressera à des personnes sélectionnées qui pourraient suivre leurs études sur le terrain des IPDR, à UNI-GE avec stages dans les organisations internationales ou multinationales. Durée prévue : trois ans minimum et si possible un thème de thèse en relation avec les besoins des OP et des gouvernements africains.

Esquisse du contenu de la formation « Négociations et commerce international des produits agricoles », à dispenser (premières idées)

La formation en cours d'emploi doit être professionnelle, pratique, adaptée aux besoins formulés par les OP et les Gouvernements ; elle doit aussi évidemment comprendre une formation plus globale sur le sujet et les stratégies de négociation.

Quelques idées du contenu de la formation (à compléter):

- La globalisation et ses conséquences
- L'équilibre sécurité alimentaire et production pour l'exportation
- Connaître les partenaires des filières : producteurs, gouvernements, banques, techniciens, industries, stockage, trading, transports, etc.
- Apprendre à connaître le marché, les prix et le financement des opérations
- Savoir négocier un contrat sur les plans politique, juridique, RSE, technique, financier et autres
- Connaître les accords internationaux qui conditionnent les négociations : OMC, UE/ACP, USA/Europe, etc.
- Comment être présents et influencer les décisions de son gouvernement, de l'OMC et autres (lobbying)
- Etudier les relations obligées entre : OP, GO du Sud et du Nord et Multinationales
- Etudier des projets spécifiques tels que : création de marketing board/Caisse de stabilisation ; de la fixation d'un prix plancher de chaque produit ; du financement des campagnes de commercialisation locale ; d'accès au crédit pour l'achat des intrants, des engrais ; augmentation de la production, de la qualité, de la productivité ; constructions d'usines (plus-value en transformant les produits), etc.

Par ailleurs, l'IPD et ses Instituts régionaux sont déjà engagés et possèdent les compétences nécessaires dans des formations spécialisées en Masters dans les domaines suivants qui nous concernent aussi :

- Microfinance
- Economie sociale et solidaire
- Renforcement institutionnel des organisations de la société civile /OP/ONG/Fondations)
- Paix et développement
- Genre et développement
- Gestion des PME
- Jeunes/Emploi

Ces IPDR sont demandeurs d'appuis et d'échanges dans tous ces domaines spécialisés (deuxième année des Masters)

Comment réaliser ces formations ?

- La formation en cours d'emploi fera l'objet d'une priorité dans le programme du SIAOP (Voir ci-après) qui fera appel aux experts chevronnés disponibles et expérimentés (leaders et experts des OP du Sud, IDEAS Centre, Alliance Sud, Swissaid et autres) y compris en utilisant le e/learning, les MOOCs et le coaching par Skype
- La formation diplômante (Masters, doctorats), réclamée par l'UA et les gouvernements et nécessaire à l'élaboration des politiques des OP et leur gestion, est plus spécialement confiée à l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) qui est déjà engagé dans ce domaine et peut mettre à disposition du Programme ses campus et ses professeurs.

L'IPD coopérera avec des partenaires, en particulier avec l'Université de Genève (un joint-programme est en cours d'élaboration). Ces formations de niveau supérieur se dérouleront en partie en Afrique, dans les IPDR et sur le terrain et en Europe (Genève).

Etudes et Recherche

Priorité dans l'organisation des activités sera donnée à la Formation.

Cependant des études et des recherches spécifiques, nécessaires à leur action (terrain et négociations) seront proposées par les partenaires. L'IPD et UNI-GE sont chargés de les organiser en liaison avec les autres partenaires du projet.

Message de Mamadou CISSOKHO à Fernand VINCENT après ces trois activités

« Merci pour les efforts déployés depuis notre rencontre en 2014 sur la remobilisation des Réseaux paysans et producteurs dans les processus de négociations commerciales et de coopération bi et multinationales ».

Les rencontres de février nous ont permis de clarifier deux pistes complémentaires, à savoir :

Les ateliers de sensibilisation pour la mobilisation des Exploitations familiales dans la défense de leurs intérêts. Cela doit se faire avec le partenariat entre les Réseaux de paysans et producteurs (demandeurs) avec les négociateurs nationaux, régionaux, les Institutions Nationales et Régionales engagées sur ces chapitres, mais aussi des structures Européennes et internationales engagées (IDEAS Centre, IRED, IPD, ONG, Universités ...)

Ces formations doivent être réalisées dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, centrale, et d'autres régions intéressées. Elles se feront en partenariat multi acteurs avec un rôle central (Jacques Berthelot - Cissokho, SIAOP, IRED, South Centre, IDEAS Centre)

En complément à ce processus et parallèlement, l'IPD et ses partenaires, dont l'Université de Genève, proposeront des modules de formation répondant aux besoins de renforcement des capacités des fonctionnaires, et tous les autres Acteurs concernés par les négociations pour une planification du développement durable et consensuel.

-les relations avec l'Institut de Koffi Annan et la CNUCED seront importantes pour notre plaidoyer.

Je pense passer en Avril à Genève pour approfondir nos stratégies ».

VI. ème partie : Annexes

Articles du journal « Le Courrier »:

➤ **Le Courrier du 7 mars 2015 :**

«L’Afrique n’a pas besoin de capital étranger» par Benito PEREZ

Interview du Professeur Jacques Berthelot

➤ **Le Courrier du 21 février 2015 :**

« L’ONU, champ de batailles paysannes » par Christophe KOESSLER

Article de l’AGEFI :

➤ **L’AGEFI du 24 février 2015 :**

« Débat sur le commerce mondial des matières premières agricoles »

Interview de Madame Victoria-Feser, doyenne du Geneva School of Economics and Management, UNI-Genève, par Elsa FLORE

Liste des participants

1. Le Courrier de Genève du 7 mars 2015

«L’Afrique n’a pas besoin de capital étranger» par Benito Perez
(Interview du Professeur Berthelot)

AGRICULTURE

Plus l’Afrique s’ouvre, plus elle creuse ses déficits alimentaires et même agricoles. Etudes à l’appui, l’économiste Jacques Berthelot démonte le mythe d’une mondialisation bénéfique au Sud.

La retraite, Jacques Berthelot ne connaît pas. Depuis qu’il a quitté l’enseignement, cet ancien économiste de l’Ecole nationale supérieure agronomique de Toulouse suit au plus près l’évolution du marché agricole et les négociations à l’OMC, notamment sous l’angle du développement des pays du Sud. Invité la semaine dernière à Genève pour les cinquante ans de l’Institut panafricain pour le développement (IPD), il analyse pour Le Courrier les défis posés à la paysannerie africaine.

Les investissements dans l’agriculture africaine ne cessent d’augmenter. Une bonne nouvelle?

Jacques Berthelot: Pas pour l’Afrique! Depuis le début des années 2000, son déficit alimentaire a fortement augmenté. En Afrique subsaharienne, il a été multiplié par vingt! Si l’on inclut aussi les produits agricoles non alimentaires, il est passé de 3,7 milliards de dollars en 2001 à presque 20 milliards en 2011.

La situation est d’autant plus inquiétante que le continent fait face à un vrai problème démographique. En 2050, l’ONU prévoit que 2,7 milliards de personnes vivront en Afrique subsaharienne contre 830 millions aujourd’hui. Cela représente un défi en termes d’approvisionnement alimentaire mais aussi pour l’emploi. Or, selon la Banque mondiale (BM), la croissance agricole est 2 à 4 fois plus créatrice d’emploi que les autres secteurs!

L’autre grande préoccupation vient du changement climatique: les systèmes alimentaires du continent sont des plus fragiles, car très dépendants de la pluviométrie. Pas plus de 4% de la surface agraire subsaharienne est irriguée. Le dernier rapport du GIEC prévoit une réduction des rendements céréaliers.

Comment expliquez-vous ce creusement du déficit agricole alors que les grands projets agro-industriels se multiplient?

Un rapport de la BM appelé RuralStruc [1](#) apporte un éclairage intéressant: à investissement équivalent, le rendement de l’agriculture familiale est beaucoup plus important que celui des grands projets! Si l’on ajoute les phénomènes de destruction de l’emploi, de pollution, d’érosion des sols ou encore d’exode rural provoqués par les exploitations industrielles, on comprend mieux cette trajectoire. Dès lors, comment ne pas être inquiet de voir l’appétit grandissant des fonds de pensions et de certains pays comme la Chine ou les Etats du Golfe persique pour les terres africaines?

L’Afrique n’a pas besoin de capitaux extérieurs pour moderniser son agriculture. Ce dont les paysans ont besoin pour investir, ce sont de prix stables et rémunérateurs. Ils ont besoin de voir sécurisée leur propriété foncière, développées les infrastructures rurales, la recherche agronomique et la formation, soutenues les organisations paysannes dans la création de valeur et l’impact sur les filières. En 2003, les pays africains avaient pris l’engagement de Maputo d’investir 10% de leur budget dans l’agriculture, il n’a pas été respecté.

1. Rural transformation and late developing countries in a globalizing world. Ce rapport est basé sur l'étude du Mexique, du Nicaragua, du Maroc, du Sénégal, du Mali, du Kenya et de Madagascar entre 2006 et 2010 (www.worldbank.org/afr/ruralstruc)

Quel est l'impact des règles de l'OMC et des accords de partenariat économique entre l'Afrique et l'Union européenne?

Immense. Il faut savoir qu'en Afrique, les droits de douane ou les taxes à l'exportation constituaient parmi les principaux revenus de l'Etat, la fiscalité des entreprises et des particuliers étant très faible. Ces accords de libre-échange – qui ont fortement réduit les premiers et limité les seconds – assèchent les finances publiques. A l'OMC, les pays africains ne pèsent rien (lire ci-contre). On ne les sent pas très investis. Ils ne sont ni organisés ni ne disposent de négociateurs suffisants et formés. Or l'année 2015 sera cruciale et il faudrait que ces pays arrivent à la conférence de Nairobi avec un projet de révision des règles de l'accord sur l'agriculture.

La victoire de l'Inde l'an dernier à l'OMC peut-il servir d'impulsion?

L'Inde a réussi son coup et démontré que cette organisation peut aussi avoir des aspects positifs, puisque la règle du consensus fait qu'un seul Etat peut tout bloquer. New Delhi a pu imposer le maintien de sa politique de stockage tant qu'un système équivalent assurant la sécurité alimentaire n'était pas défini au niveau multilatéral. Si les pays ACP (d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) voulaient bien s'unir et se donner les moyens d'agir, ils auraient une marge de manœuvre. Pour cela, ils doivent s'ouvrir à leur société civile, souvent mieux formée et informée que les fonctionnaires. Les cadres des Ministères commerciaux ou diplomatiques de ces pays ont subi de véritables lavages de cerveau lors des stages dits de «remise à niveau» de l'OMC, de la BM, de la FAO ou de la Commission européenne. Souvent ils peinent à comprendre le fonctionnement réel de l'OMC, que les Etats-Unis et l'UE savent détourner à leur profit, trichant impunément, oubliant les accords qui ne leurs conviennent pas, etc.

Ce n'est pas simple: la plupart des concepts utilisés par l'OMC sont piégés, ils ont été définis selon les intérêts des grandes puissances. Comme cette division arbitraire entre les «aides» qui sont autorisées et les «subventions» prohibées...

Que vous inspire le vent d'afric-optimisme qui a soufflé ces dernières années dans certains cénacles pour cause de forte croissance continentale?

Cette croissance de 5%-6% a été provoquée principalement par les exportations de matières premières, notamment le pétrole. Or le cours de celui-ci est en chute libre... Ce n'est pas une croissance durable.

Renforcer en formant

Fort de cinquante ans d'expérience, l'Institut panafricain du développement (IPD) s'est offert un studieux jubilé. «Nous n'avons pas seulement discuté, des décisions sont prises: un Service international d'appui aux organisations paysannes verra le jour», se réjouit Fernand Vincent. En réunissant l'IRED (Innovations et réseaux pour le développement) et l'Union africaine, le Genevois espère répondre aux demandes des militants, tant en Afrique que lors de leur venue à Genève. La démarche serait appuyée par le Centre d'accueil de la Genève internationale, assure le président de la fondation IPD.

A ce volet «ONG» s'ajoutera une seconde formation plus spécifiquement destinée aux négociateurs et autres experts étatiques. Là aussi, la formation serait partagée entre l'Afrique et Genève. L'expérience d'IDEAS Centre (lire ci-dessous) sera mise à contribution, de même que l'université, qui fournirait un cadre diplômant. A condition, toutefois, de trouver les financements.

Comment donner du poids aux intérêts africains?

Si Jacques Berthelot plaide pour un plus grand activisme africain à l'OMC, d'autres invités de l'Institut panafricain du développement (IPD) sont davantage réticents. Parmi eux, le président d'honneur du Réseau des producteurs africains (ROPPA), Mamadou Cissokho. Invité à se prononcer sur la meilleure façon de renforcer la position africaine dans les négociations internationales, le volubile sénégalais répond par une autre question: «Si en vingt ans, l'OMC ne nous a rien rapporté, pourquoi en serait-il différent à l'avenir?» Et de trancher: «Dedans ou dehors, ça se décide sans nous!»

Pour lui, l'enjeu n'est donc pas de se mobiliser dans les organisations internationales mais à l'extérieur, pour faire échouer leurs plans. Il prend pour exemple le combat contre les accords de libre-échange au Nigeria, porté par la Chambre de commerce locale, ou plus classiquement celui des caféiculteurs du Burundi qui ont fait plier la Banque mondiale¹, désireuse de livrer la filière à l'industrie. Le leader paysan insiste: «On est fort quand on informe la population concernée, notamment les producteurs.» Déogratias Nyionkuru confirme à demi-mot: «Nous n'aurions pas gagné si nous n'avions pas menacé de boycotter le processus de la BM», convient le responsable d'ADISCO, une ONG soutenant les caféiculteurs du Burundi.

« On voudrait que l'Afrique se développe en s'ouvrant, ce que personne n'a réussi avant elle!» s'énerve Mamadou Cissokho. Aux partisans du processus de Doha, qui pensent le développement agricole du Sud par la suppression des subventions au Nord, il réplique par la «souveraineté alimentaire»: «L'intervention politique dans l'alimentation a toujours existé, elle permet d'adapter les coûts de production au porte-monnaie des consommateurs sur les produits essentiels. C'est ça qui empêche les émeutes de la faim. En Afrique de l'Ouest, 70% de la population n'aurait pas les moyens de se nourrir au prix du marché», soutient le fondateur du ROPPA. Qui assure que dans sa région, les subventions à l'exportation n'existent pas.

Anne-Sophie Nivet voit les choses autrement: «Les pays en développement ne parviennent pas à remplir leurs quotas de subventions, car ils n'en ont pas les moyens financiers.» Pour rétablir l'équilibre, la responsable de projet à IDEAS Centre privilégie donc la voie de Doha.

«Hors de l'OMC, c'est la jungle», plaide-t-elle. Financée par la Confédération et des pays de l'UE, son ONG avait accompagné quatre Etats africains (Tchad, Burkina Faso, Mali, Bénin, dit C4) désireux de contester au sein de l'OMC les subventions massives européennes et étasuniennes à leurs cotonniers.

Pour Mme Nivet, cette «stratégie conjointe unique» a permis pour la première fois de positionner des petits pays dans un rôle propositionnel, mettant en exergue les inconséquences du Nord. Ce fut aussi l'occasion de former une vingtaine de négociateurs africains aux arcanes de l'organisation internationale. Si elle n'a pu obtenir de résultats concrets, l'opération prouverait tout de même que «l'union des petits pays fait la force».

Pas convaincu, Mamadou Cissokho voit là un épiphénomène: comment imaginer que l'Europe aide réellement les Etats africains à s'opposer à ses propres politiques? Et le Sénégalais de rappeler que la dynamique du C4 a été brisée lorsque le Burkina a ouvert, en 2008, ses portes au coton génétiquement modifié de Monsanto, rompant l'unité africaine contre monnaie sonnante et trébuchante en provenance des Etats-Unis.

2. Le Courrier de Genève du 21 février 2015

L'ONU, champ de batailles paysannes par Christophe KOESSLER

DROIT INTERNATIONAL • Un projet de Déclaration sur les droits des paysans est discuté aux Nations Unies. Plus que des normes contraignantes, les paysans en attendent un appui à leurs luttes.

Droits à la terre et aux semences, accès à la technologie, aux marchés et à des prix rémunérateurs... Autant d'éléments essentiels à la vie des producteurs agricoles, et pourtant toujours non reconnus sur le plan international. Le projet de Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans vise à y remédier. Au début du mois, un groupe de travail du Conseil des droits humains de l'ONU se réunissait pour la seconde fois à Genève pour débattre de ce texte.

«Une urgence», selon Diego Monton, dirigeant du Mouvement national paysan indigène d'Argentine, de passage à Genève pour inciter les Etats à enfin reconnaître les droits des paysans. «Depuis une cinquantaine d'années, nous faisons face à une offensive du capital contre la vie paysanne, nous dépossédant de nos terres, ce qui a généré des violations innombrables des droits des producteurs», explique ce représentant de Via Campesina, l'Internationale paysanne à l'origine du projet de Déclaration (lire ci-dessous).

Privés de titres de terres

Soutenues par la plupart des gouvernements du Sud, des entreprises privées, souvent de grandes firmes multinationales, achètent à très bon prix des terres pour y implanter de monocultures d'exportation ou des exploitations minières. Nombre d'Etats font de même pour construire de grands barrages hydro-électriques, par exemple.

Très souvent démunies de titres de propriété, malgré leur usage ancestral du territoire, les communautés locales se voient dépouillées.

«Même lorsque les paysans possèdent légalement leurs champs, ils sont parfois expulsés par des groupes paramilitaires ou par la bureaucratie d'Etat», dénonce Henry Saragih, dirigeant du Syndicat des paysans indonésiens (Serikat Petani). Le projet de Déclaration actuel stipule que «les paysans ont droit à la sécurité d'occupation et ont le droit de ne pas être chassés de leurs terres et territoires».

Bien sûr, un tel processus d'accaparement ne va pas sans résistances. Et la répression s'avère parfois féroce. «La persécution contre les leaders d'organisations sociales qui s'opposent à de tels projets est courante dans certains pays. En ce moment surtout au Honduras, au Guatemala et au Salvador pour ce qui est de l'Amérique centrale», indique Aleyda Aragón, membre nicaraguayenne de la Table ronde nationale de Via Campesina de cette région. A la fin janvier encore, le siège du mouvement paysan au Honduras a été criblé de balles.

Sur ce sujet aussi le projet de texte onusien ne laisse en l'état pas la place à la langue de bois: «Les paysans ont le droit de ne pas être pénalisés pour leurs revendications. (Ils) ont le droit de résister à l'oppression et de recourir à l'action directe pacifique.»

Un article qui a toute son importance. Car un texte de loi reste souvent lettre morte sans la mobilisation des principaux intéressés, rappelle Diego Monton: «La Déclaration n'est pas une fin en soi, mais un outil pour nos luttes afin de traduire ses principes dans les législations nationales, d'obtenir des politiques publiques, puis de les faire appliquer sur le terrain.»

Soutien de la Suisse

Mais la bataille à l'ONU n'est pas encore gagnée. Sans surprise, les Etats-Unis s'y opposent farouchement, de même que certains de ses plus proches alliés comme la Grande-Bretagne et la Corée du Sud. Quant aux pays d'Europe occidentale, comme la France et l'Allemagne, ils sont passés du refus

à l'abstention lors du dernier vote en date en 2014, dénotant un certain progrès. Ils font savoir cependant qu'ils n'accepteront aucun nouveau droit pour les paysans, comme le droit aux semences ou le droit à la terre. Leur accord n'est toutefois pas nécessaire pour l'adoption de la Déclaration par l'ONU, puisque les pays en développement, qui soutiennent le texte, y disposent d'une nette majorité. Mais le poids politique du document s'en trouverait amoindri.

La bonne surprise vient de la Suisse, qui non seulement appuie la démarche, mais participe de manière constructive aux débats et a même cosigné en 2014 une résolution présentée par la Bolivie afin de demander la poursuite des travaux.

I. L'agriculture industrielle : Inefficace contre la faim

Face à l'actuelle propagande en faveur du développement des cultures OGM en Afrique pour faire reculer la faim, la campagne 2015 de l'ONG Swissaid tente modestement de remettre les pendules à l'heure. «Au Burkina Faso, le coton transgénique a été imposé aux paysans, sous prétexte d'augmenter les récoltes et de diminuer les traitements. Mais rien de tout cela ne s'est confirmé. Les semences sont près de dix fois plus chères, la contamination génétique omniprésente, c'est un échec», témoigne Aline Zongo, responsable au Burkina Faso de la Copagen (Coalition africaine pour la protection du patrimoine génétique africain) appuyée par Swissaid.

Et l'ONG d'estimer, à la suite de nombreux experts¹, qu'une agriculture écologique (ou agroécologie) est la «mieux à même de répondre aux défis du futur en matière d'alimentation. Tout particulièrement dans le contexte de pays africains, à la biodiversité riche et fragile mise à mal par l'introduction d'OGM et de cultures industrielles». Car l'agroécologie permet de lutter contre l'érosion des sols et d'améliorer le stockage, mais aussi de limiter le changement climatique, en évitant l'utilisation d'intrants coûteux en ressources naturelles et en énergie.

Le tout avec des investissements beaucoup plus supportables pour les finances des petits paysans et des résultats somme toute alléchants. Selon Cherno Jalo, coopérateur de Swissaid en Guinée-Bissau, «l'agriculture écologique a permis à nos partenaires d'augmenter leur production de céréales de plus de 35%».

L'ONG suisse s'engage dans neuf pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine en faveur de projets d'agro-écologie. En 2014, les dons récoltés se sont élevés à 12,25 millions de francs.

II. Connaître le droit à la terre

Parmi l'abondante production du CETIM, les brochures juridiques sur les droits humains tiennent une place particulière. Instruments au service des ONG et des militants, elles résument, en plusieurs langues, les enjeux et le contexte politico-institutionnel des divers droits de l'homme reconnus ou en voie de reconnaissance.

La dernière livraison dépasse ce cadre. Véritable ouvrage d'enquête, Droit à la terre explore sur une centaine de pages la question de l'agriculture familiale, son cadre juridique bien sûr, mais aussi ses besoins, ses potentialités, les obstacles qu'elle affronte. Il développe quatre cas d'école: France, Indonésie, Zimbabwe et Colombie, quatre pays radicalement différents avec de grands défis et de petits triomphes, quatre sociétés inextricablement liées à un héritage agricole de longue date, riche mais menacé. Quatre façons d'y faire face. Et, partout, l'indomptable courage de ceux qui, pour vivre de la terre, doivent lutter sans cesse. RJP

III. Comment renforcer le lobbying du Sud?

Autre pilier genevois du développement paysan, l'Institut panafricain pour le développement (IPD) fête ses cinquante ans par une exposition, un colloque et une table ronde. L'expo, qui est visible jusqu'à dimanche à l'Espace Fusterie, présente 52 tableaux de jeunes artistes africains autour du thème du

développement. «Africaura» peut se visiter de 13 h 30 à 20 h en compagnie du journaliste camerounais Joseph Danjie.

Lundi et mardi, un séminaire sur «la place du Sud dans les négociations internationales» se tiendra, en collaboration avec l'université de Genève, à la salle de conférences de Varembe (1, rue de Varembe), de 10 h à 17 h, en présence de Fernand Vincent, de l'IPD, de l'économiste français Jacques Berthelot, de Mamadou Cissokho (ROPPA, Afrique de l'Ouest) et de nombreux autres militants et délégués gouvernementaux.

Une table ronde publique clôturera l'évènement mardi soir (18 h 30-21 h) à Uni-Dufour sur le thème «Commerce international des produits agricoles, sécurité et souveraineté alimentaires». Aux participants du colloque s'ajouteront Stéphane Graber, secrétaire général de la patronale Geneva Trading and Shipping Association (GTSA), et l'ambassadeur de l'Union Africaine, Jean Marie Ehouzou. BPZ

En savoir plus: www.fondationipd.ch ou info@fondationipd.ch

IV. Aux origines des droits

L'élaboration de nouvelles normes internationales ne provient généralement pas de l'esprit éclairé de quelque diplomate progressiste, mais de mobilisations répétées de la société civile. L'idée et la rédaction initiale du texte en débat actuellement au Conseil des droits humains (CDH) sont issues du mouvement international Via Campesina. En 2001, Henry Saragih sollicitait l'appui du Centre Europe-tiers monde (CETIM), ONG basée à Genève, pour accompagner et présenter cette proposition à l'ONU.

Ensemble, ils ont mené un long travail de sensibilisation concernant les violations des droits humains subies par les paysans, avant de saisir en 2008 les experts du Comité consultatif du CDH en vue d'un projet de Déclaration.

«En 2012, ce comité nous donnait raison: dans un rapport au CDH, il concluait à la nécessité d'un tel document pour mieux protéger les paysans», explique Laurent Gaberell, permanent du CETIM. Après un intense travail de plaidoyer mené auprès des Etats, l'organe onusien décidait en 2013, à l'initiative de la Bolivie, de créer ce groupe de travail chargé de la rédaction de la Déclaration, qui vient de se réunir pour la seconde fois à Genève.

3. Article de l'AGEFI du 24 février 2015

Débat sur le commerce mondial des matières premières agricoles.

Par Elsa FLORE (Interview de Madame VICTORIA-FESER, doyenne du Geneva School of Economics and Management, UNI-Genève)

«Réunir à la même table les acteurs gouvernementaux, publics, privés, les représentants des producteurs et le monde académique est une de nos missions dans le but de soutenir le commerce de matières premières, de façon équitable et durable», explique Maria-Pia Victoria-Feser, doyenne de la GSEM (Geneva School of Economics and Management) qui participe à l'organisation de cette table ronde qui fête le 50ième anniversaire de l'Institut Panafricain pour le Développement ce soir à Genève.

En quoi le thème de la table ronde ce soir à l'auditoire Piaget de l'UNI-Dufour, «Commerce international des produits agricoles, sécurité et souveraineté alimentaires», s'inscrit-il dans la mission de la GSEM?

Une des missions de notre faculté consiste à enrichir le lien avec la cité. Ainsi, nous valorisons les bonnes volontés des acteurs privés, publics et nous les intégrons au sein de l'université, à destination des étudiants, mais aussi du grand public. Le commerce international - partie intégrante de l'économie réelle - véhicule une image parfois négative, qui n'exprime pas toujours la réalité. La GSEM cherche à décloisonner et à donner la parole à ces acteurs diversifiés, voire controversés afin de les questionner sur leurs modèles d'affaires. Lors de la préparation de cette table ronde, un des participants, l'association faitière du négoce - le STSA (Swiss Trading & Shipping Association) présidée par Stéphane Graber - m'informait que ses membres, les traders sont soumis à plus de 70 réglementations tout au long de leur chaîne de valeur. Une partie de leur mauvaise réputation vient des instruments financiers utilisés pour leur couverture de risque souvent associés à la spéculation financière. C'est précisément ce type de débats que la GSEM encourage et soutient.

Un tel soutien de la GSEM passera-t-il par la fondation, nouvellement créée et présidée par le recteur de l'UniGe et qui porte le nom d'institut suisse de recherche sur les matières premières?

Un besoin pour la recherche a bien été identifié sur la place économique genevoise pour répondre aux besoins des acteurs du commerce international. La GSEM s'engage à développer cette activité de recherche et apporter une plus-value académique dans le secteur des matières premières qui n'est pas une discipline scientifique à part entière. Sur cette thématique, nous allons créer un centre de compétence et d'innovation avec un groupe de professeurs qui commencera par travailler en faisant l'inventaire des questions initiales à se poser sur les compétences utiles au commerce de matières premières. Ce centre se tournera vers la fondation de recherche qui est et restera un organe externe à l'université et dont la mission consiste à promouvoir la recherche et à récolter des financements.

Cette fondation n'est donc pas un institut de recherche, comme son nom l'indique?

Aucunement. Cette fondation est un organe externe à l'université même si elle est présidée par notre recteur. A ce jour, elle n'existe qu'à travers les membres du conseil de fondation. Cette fondation agira donc en toute indépendance.

Au sein de votre futur centre de compétence et d'innovation intégré à la GSEM, quelles sont les matières académiques qui couvriront cette thématique de commerce international?

Nous partirons des disciplines académiques telles que la finance, l'économie, le droit, le management et les élargirons aux thématiques interdisciplinaires telles que l'éthique des affaires, l'économie et les droits de l'homme, la gestion des ressources, les inégalités économiques, pour n'en citer que quelques-unes. Notre modèle qui encourage les échanges et les transferts de compétences entre les chercheurs et les professionnels n'est pas nouveau. Par exemple, nos professeurs de management et de finance travaillent actuellement sur des principes pour encourager les preneurs de décision à prévoir et contrôler leurs risques sur une plus longue période qu'un exercice fiscal et donc à investir dans leur environnement social. La conférence ce soir soulèvera un certain nombre de questions à résoudre par nos chercheurs. L'esprit scientifique qui sera utilisé dans notre centre de compétence rejoint en tous points celui de ce débat ce soir. La mission de toute recherche doit être de produire, avec sa liberté académique, des connaissances utiles à chacun des partenaires, publics, privés, institutionnels, gouvernementaux ou ONG.

4. Liste des Participants

ORGANISATEURS :

Fondation IPD : Fernand Vincent, Président

3, rue de Varembe, 1211 Genève 20 CH

www.fondationipd.ch

info@fondationipd.ch

fernand.vincent@fondationipd.ch

IPD : Emmanuel KAMDEM, Secrétaire Général

B.P. 35527

Yaoundé-Bastos, Cameroun

www.paidafrika.org

sg-paid-ipd@hotmail.ch

UNIGE/GSEM : Maria-Piu VICTORIA FESER, Salvatore DI FALCO, Marcelo OLLAREAGA

1200 Genève

<http://www.unige.ch/gsem/fr>

Maria-Pia.VictoriaFeser@unige.ch

IRED-ORG : Philippe ECUVILLON, Stéphane SANTAROSSA

www.ired.org

info@ired.org

philippe@ired.org

AfricAura : Joseph DANJIE

africaura@yahoo.fr

ONG SUISES

IDEAS Centre : Nicolas IMBODEN, Anne-Sophie NIVET

www.ideascentre.ch

info@ideascentre.ch

SWISSAID : Catherine MORAND

www.swissaid.ch

info@swissaid.ch

ALLIANCE SUD : Isolda AGAZZI

www.alliancesud.ch/fr

lausanne@alliancesud.ch

CETIM : Melik OZDEN

www.cetim.ch

contact@cetim.ch

GRAD : Benoît LECOMTE

www.grad-s.net

grad.ch@fgc.ch

Autres Intervenants de la Table Ronde

Ambassadeur Jean Marie EHOZOU, Représentant Permanent de l'Union Africaine auprès des organisations internationales à Genève

Rue des Pâquis 36, 1201 Genève CH

www.africa-union.org

Professeur Jacques BERTHELOT

Toulouse

www.solidarite.asso.fr

Jacques.berthelot4@wanadoo.fr

Mamadou CISSOKHO

Président Honoraire ROPPA, Sénégal

souso.sora@gmail.com

Déogratias NYIONKURU

Secrétaire Général ADISCO

Bujumbura, Burundi

www.adisco.org

Deo.Niyunkuru@adisco.org

Stéphane GRABER,

Secrétaire Général Swiss Trading and Shipping Association (STSA)

Rue du Mont Blanc, 14 1200 Genève

www.stsaswiss.ch

info@stsaswiss.ch

INSTITUT PANAFRICAIN POUR LE DÉVELOPPEMENT (IPD):

Bureau de Genève du Secrétariat Général :

C.P. 38, 5 route des Morillons, CH 1211 Genève 20

Tél: +(4122) 733 60 16 / 733 60 17

www.ipd-afrique.org

sg-paid-ipd@hotmail.ch

Secrétariat Général de Yaoundé :

B.P.: 35527 Yaoundé - Bastos

Tél: + (237) 222 20 82 35

GSM: + (237) 672 22 64 46

www.ipd-afrique.org

gs@paidafrica.org

IPD/AC

BP 4078 Douala

Tel/Fax: +237 233 40 37 70

Tel2: +237 233 40 67 50

Mob: +237 695 56 58 18

www.paidafrica.org/ipd-ac

info.ac@paidafrica.org

IPD/AOS

278 -Avenue Bendogo, 01 BP 1756 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO

Tél : (226) 25 36 48 07 / 25 36 47 62

Fax : (226) 25 36 47 30

www.ipd-aos.org

ipdaos@fasonet.bf

PAID/WA

P.O. Box 133 Buéa

Tel: (+237) 243 115 188 /

(+237) 233 323 415

www.paidafrica.org/paidwa

info.wa@paidafrica.org

Avec le soutien de



AVEC LE SOUTIEN
DE LA
VILLE DE GENÈVE



Avec le soutien de la
Loterie Romande

IPD/AN

Salé/Rabat, Maroc

M. Cherkaoui

www.ipd-afrique.org

chabdeljalil@hotmail.com

PAID/ESA

Kabwé s/c IPD SG BP. 35525

Yaoundé-Bastos, Cameroun

www.ipd-afrique.org

sg-paid-ipd@hotmail.ch

Fondation IPD

3, rue de Varembe

1211 Genève 20, Suisse

Tél. : +41 (0) 22 734.17.16

Président : Fernand VINCENT

www.fondationipd.ch

info@fondationipd.ch

Banque Raffaisen du Salève

C.P. 160 CH-1255 Veyrier

IBAN: CH71.8018.7000.0250.8536.4

Avec le soutien de



AVEC LE SOUTIEN
DE LA
VILLE DE GENÈVE



Avec le soutien de la
Loterie Romande

5. Publications IPD

HISTOIRE DE L'IPD (1963 – 1981)	Fernand Vincent – IRED 1981
FORMER LES CADRES DU DEVELOPPEMENT AFRICAIN	Fernand Vincent et Loïc Barberette l'Harmattan, 2010
MANAGEMENT ET INTERCULTURALITÉ EN AFRIQUE	Emmanuel Kamden - l'Harmattan, 2002
CONCERTALISME, CONCERTOCRATIE ET ÉCONOMIE SOCIALE. LA CONCERTATION AU COEUR DES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES, MANAGÉRIAUX, POLITIQUES ET SOCIAUX AU XXIÈ SIÈCLE	Emmanuel Kamden - l'Harmattan, 2012

6. Les Manuels de Gestion de Fernand Vincent

MANUEL DE GESTION PRATIQUE des associations de développement rural du Tiers Monde Tome I, Organisation, Administration, Communication	IRED, 1986
MANUEL DE GESTION PRATIQUE des associations de développement rural du Tiers Monde Tome II, Gestion Financière	IRED, 1986
RENFORCER L'AUTONOMIE FINANCIERE des associations de développement et ONG du Tiers Monde	avec Piers Campbell – IRED, 1989
FINANCER AUTREMENT Vol. I et II les associations de développement et ONG du Tiers Monde	IRED, 1995
MANUEL DE RECHERCHE DE FINANCEMENT ET DE GESTION FINANCIERE des ONG et Organisations de développement du Sud	IRED, 2003
LE NOUVEAU MANUEL DE GESTION Des Associations et ONG de Développement	IRED, 2013

Pour commander : <http://www.ired.org/modules/publication/> ou info@ired.org

NB : certaines publications étant épuisées, seule la version CD est disponible

Fondation IPD

3, rue de Varembé
1211 Genève 20, Suisse
Tél. : +41 (0) 22 734.17.16

Président : Fernand VINCENT
www.fondationipd.ch
info@fondationipd.ch

Banque Raffaisen du Salève
C.P. 160 CH-1255 Veyrier
IBAN: CH71.8018.7000.0250.8536.4